Belin:
ÉDITEUR

Femmes en géographie au temps des changements

Féminisation et féminisme dans le champ disciplinaire français et international (1960-1990)

Nicolas Ginsburger

Dans L'Espace géographique 2017/3 Tome 46, pages 236 à 263
Éditions Belin

ISSN 0046-2497
ISBN 9782410010473
DOI 10.3917/eg.463.0236

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-espace-geographique-2017-3-page-236?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

EG
2017-3
p. 236-265

Femmes en géographie au temps des changements.
Féminisation et féminisme dans le champ disciplinaire français et international (1960-1990)

Nicolas Ginsburger
Umr 8504 Géographie-cités
équipe EHGO
13 rue du Four
F-75006 Paris
nicolas.ginsburger@wanadoo.fr

RÉSUMÉ.— **Longtemps minoritaires, mais absolument pas absentes du champ de la géographie universitaire française depuis le début du XXe siècle, les femmes ont occupé une place croissante dans la discipline après 1945. Cette féminisation s'est accentuée à partir des années 1960, selon des modalités que la présente étude s'efforce de mesurer pour la période 1960-1990, époque de profondes modifications académiques, morphologiques et scientifiques dans la communauté disciplinaire. On montrera en particulier que, pour être solidement ancrée dans des domaines parfois inattendus, ce phénomène s'appuie alors sur des réseaux féminins constitués et un féminisme relativement précoce et affirmé, quoique marginal.**

FÉMINISME, FEMME, GÉOGRAPHIE DES FEMMES, GÉOGRAPHIE UNIVERSITAIRE, HISTOIRE DE LA GÉOGRAPHIE, UNION GÉOGRAPHIQUE INTERNATIONALE

ABSTRACT.— **Women in geography in an era of change. Feminisation and feminism in the French and International academic field (1960-1990).— Since the turn of the 20th century, women have existed in the French academic field of geography, though in minority numbers. Their presence increased after 1945 and the feminization trend accelerated in the 1960s. Their increased importance, both quantitatively and qualitatively, is measured using various criteria in this article for the period between 1960 and 1990, an era marked by massive scientific and structural changes.**
Of particular note, in order to gain solid traction in sometimes surprising fields, this phenomenon relied on feminine academic networks, in Paris and throughout France, and was based on a feminism that, despite its marginal position, developed fairly early on and was relatively assertive.

ACADEMIC GEOGRAPHY, FEMINISM, HISTORY OF GEOGRAPHY, INTERNATIONAL GEOGRAPHICAL UNION, WOMEN, WOMEN GEOGRAPHY

À la mémoire d'Anne Buttimer

Introduction

C'est au singulier que la rubrique « Femme » apparaît pour la première fois dans l'index thématique du *Répertoire des géographes français*, en 1989, soit vingt ans après sa création et pour sa quatrième édition. Les onze chercheurs repérés, représentant moins de 1 % des 1 291 notices, ne constituent pas un groupe homogène, mais un ensemble mixte et éclaté : leur désignation constitue pourtant une nouveauté, qui intervient peu après le début de l'institutionnalisation internationale de la géographie féministe, à Paris justement. En 1984, au moment

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

où la France accueille le Congrès international de géographie (CIG), pour la seconde fois après 1931, des femmes géographes prennent la parole, notamment la Britannique Janet D. Momsen[1] avec un exposé sur le rôle des femmes dans les sociétés rurales des pays en développement, mais aucun atelier n'est consacré en soi à la question des femmes d'un point de vue géographique. Cependant, une réunion informelle entre femmes-géographes y est organisée, facilitée par la traduction simultanée de l'Irlandaise Anne Buttimer (1938-2017)[2] en anglais et en français (García Ramón, Monk, 2007), tandis que la Mexicaine Maria Teresa Gutiérrez Vázquez (épouse MacGregor)(née en 1927), une ancienne doctorante de la professeure parisienne Jacqueline Beaujeu-Garnier (1917-1995)[3], est alors nommée vice-présidente de l'Union géographique internationale (UGI) : c'est la deuxième fois dans l'histoire de l'organisation qu'une femme accède à ce poste de prestige, après Marguerite Alice Lefèvre (1894-1967) quarante ans plus tôt (Ginsburger, 2017), et un nouveau jalon important dans la reconnaissance internationale des femmes géographes (Rössler, 1996, p. 264-265).

Le faible nombre de chercheurs intéressés en France et cette émergence internationale menée par des spécialistes d'autres nationalités signifient-ils que la géographie française a été, au moins jusqu'à la fin des années 1980, fermée à un courant disciplinaire attaché à l'étude géographique des femmes ? Ceci est sujet à caution, et l'ambition de cette contribution est d'étudier précisément, entre 1960 et 1990, les variations de la problématique féminine sous deux angles différents : les femmes en tant que sujets et actrices du champ disciplinaire (la féminisation des effectifs de géographes, leurs positions et leur participation directe aux évolutions institutionnelles et scientifiques de la communauté disciplinaire) et en tant qu'objets d'études et de recherches (par exemple la féminité comme facteur géographique). La tendance commune pour les trois décennies qui nous intéressent ici est sans doute la montée en force progressive des femmes dans la discipline, selon des dynamiques qu'il s'agit de préciser, d'autant qu'émerge dans les années 1970 une nouvelle modalité de discours et d'actions, politiques et scientifiques, faisant du thème des femmes un objet de reformulations, de négociations, voire de coups d'éclat et de luttes académiques et disciplinaires. Marqueur très caractéristique de cette époque, le féminisme de deuxième vague (Bard, 2012, p. 87) inspire un courant nouveau, promis à une certaine fortune mais alors certainement marginal, même parmi les femmes géographes.

Quoique prenant donc des formes et une grammaire spécifiques dans la période ici considérée, la présence de femmes dans le champ disciplinaire français n'est pas chose nouvelle. Plusieurs personnalités marquantes sont présentes dans la seconde moitié du XX^e siècle, dès les années quarante, à l'instar de J. Beaujeu-Garnier, professeure titulaire à Paris de 1960 à 1986, mais déjà chargée de cours à la Sorbonne pendant la Seconde Guerre mondiale et professeure à Lille à partir de 1948 (Clout, 2009 ; Robic, 2009 ; Ginsburger, 2017), ou Renée Rochefort (1924-2012), professeure à l'université de Lyon à partir de 1962 jusqu'à sa retraite, parfois présentée comme la pionnière, voire la fondatrice, d'un courant de géographie sociale (Calbérac, 2012 ; Orain, 2016). À ce titre, faire « le constat accablant de l'absence totale des femmes historiennes et géographes dans l'institution universitaire en France jusqu'au début des années 1970 » (Marius, Raibaud, 2013, p. 15), c'est non seulement méconnaître ces figures, pourtant très centrales et visibles, mais aussi les spécialistes féminines de l'entre-deux-guerres, certes plus discrètes, mais bien étudiées depuis plus de quinze ans (Robic, Rössler, 1996 ; Broc, 2001 ; Pumain, *et al.*, 2013 ; Ginsburger, 2017). C'est aussi suggérer que la géographie universitaire aurait

1. Elle soutient en 1969 son PhD de géographie au King's College et à la London School of Economics and Political Science. Ensuite professeure invitée dans divers départements (notamment à l'université canadienne de Calgary), elle devient lectrice de géographie à l'université de Newcastle, de 1979 à 1988. À partir de 1991, elle est professeure à l'université de Californie, jusqu'à sa retraite en 2007.

2. Titulaire d'un *Master degree* en 1959 de l'University College de Cork, elle rentre alors dans l'ordre des dominicaines à Seattle où elle reste 17 ans. Elle soutient son PhD de géographie à l'université de Washington (Seattle) en 1965, occupant plusieurs postes avant de devenir professeure à l'University College de Dublin en 1991, prenant sa retraite en 2003.

3. En 1969, elle obtient à Paris une thèse de doctorat de troisième cycle intitulée *Étude sur les structures du commerce alimentaire en libre-service en Picardie*, après un doctorat de géographie humaine sur l'État de Jalisco, soutenu à Mexico en 1965, puis un séjour post-doctoral à la London School of Economics. Elle dirige ensuite l'Institut de géographie de l'université nationale autonome de Mexico de 1971 à 1977, puis de 1983 à 1989.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

été une exception dans la féminisation globale du monde académique occidental, singulièrement français, alors que tel ne fut certainement pas le cas. En effet, l'évolution de la présence de femmes dans la discipline en France a été globalement et classiquement croissante, bien que marquée par des rythmes différenciés, des paliers et des accélérations : à une période de « pionnières », plus nombreuses qu'on ne le croit (1913-1928)(Ginsburger, 2015), succèdent une décennie (1928-1938) d'enracinement plus discret mais décisif (Ginsburger, 2016), et un milieu de siècle où la féminisation est proche du tiers des effectifs de la communauté sur certains critères, et où les premières « conquérantes » arrivent à des positions stables d'enseignantes et de chercheuses titulaires reconnues (Ginsburger, 2017).

Considérer la période 1960-1990, c'est donc étudier une période qui hérite de cette évolution et est dans sa continuité, mais c'est aussi se pencher sur une période exceptionnelle à plus d'un titre. Son unité est par exemple incarnée par J. Beaujeu-Garnier, première femme nommée à l'Institut de géographie de la rue Saint-Jacques et, 28 ans plus tard, peu après sa retraite, première à recevoir l'apothéose mondiale du titre de « lauréat d'honneur » de l'UGI, avec trois hommes cependant (Metton, 1996, p. 38), deuxième Française, huit ans après Jean Dresch (1905-1994) à être ainsi couronnée lors du CIG de Sydney en 1988 (Rössler, 1996, p. 263). Ces trois décennies sont ainsi encore marquées par les pionnières et les conquêtes symboliques, ce en quoi la discipline géographique n'est pas exceptionnelle dans le champ scientifique français : en effet, c'est en 1970 qu'Henriette Alimen (1900-1996) devient la première présidente de la Société géologique de France (elle ne fut suivie que par Mireille Polvé en 2001-2002), alors que la Société géologique du Nord avait déjà vu Dorothée Le Maître (1896-1990) la présider en 1949, suivie par Denise Brice en 1971 (de nouveau en 1996-1998)(Cuvelier, Monnet, 2014, p. 74-75). Mais pour la géographie, il ne s'agira pas de se focaliser sur le cas éminent de J. Beaujeu-Garnier, ni d'établir un panthéon des « grandes femmes » de la discipline dans cette période, marquée par des personnalités certes remarquables mais exceptionnelles, comme Alice Saunier (épouse Picard, puis Séïté, 1925-2003)(Ginsburger, 2017). Si une telle entreprise serait utile, tant les femmes restent relativement absentes des ouvrages récents étudiant les parcours de représentants éminents de plusieurs générations de géographes, le plus souvent choisis parmi les hommes (Bataillon, 2009), à quelques exceptions récentes près (Didier *et al.*, 2013), il s'agira plutôt de donner un aperçu, quantitatif et qualitatif, à notre connaissance jamais effectué, de la féminisation de la discipline, indéniablement croissante mais selon des modalités à explorer. Apprécier la réalité et les limites de cette évolution, tester également l'idée d'une faible place accordée aux spécialistes féminines et d'une division sexuée du travail disciplinaire (Jégou *et al.*, 2012), permettra de s'interroger sur les relations entre cette évolution de la composition sociale des praticiens de la discipline et l'émergence de questions et d'objets « féminins » nouveaux. On y verra également à l'œuvre certaines dynamiques et stratégies internes au champ disciplinaire de l'époque, plus largement la position de la discipline dans le champ scientifique français : si sa féminisation est classiquement interprétée comme l'un des symptômes de son statut de discipline « dominée » en termes de capital symbolique et institutionnel, « placée au bas de la hiérarchie traditionnelle » (Bourdieu, 1984, p. 182), il s'agira ici de mettre à l'épreuve cette interprétation, contestable à bien des égards (Orain, 2015), sans prétendre pourtant en donner le dernier mot.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

Mais en définissant nos objectifs en ces termes, apparaissent certains problèmes méthodologiques et théoriques, à commencer par l'objet même de l'enquête, difficile à nommer. C'est que pour parler d'« une » géographe, il n'y a pas, comme en allemand (*Geographin*), de mot spécifique en français, au-delà du seul genre de l'article, marqueur qui disparaît au pluriel par exemple. Les solutions retenues ici sont à la fois insatisfaisantes et criticables, mais difficiles à éviter : l'expression « femme-géographe » peut être vue par certains comme essentialisante et faisant prévaloir une assignation de genre sur l'identité professionnelle, même si elle est bien présente dans l'association états-unienne des *Woman geographers*, fondée en 1925 et toujours active ; le terme « géographe féminine » peut renvoyer à un sens du mot « féminité » relevant de l'affirmation du genre, alors qu'on distingue bien « masculin » de « viril » pour l'autre sexe. Nous n'avons cependant pas trouvé de meilleures solutions. De plus, l'époque étudiée est marquée par un accroissement inédit du nombre de femmes, interdisant désormais, en tout cas dans les limites de cette publication, d'évoquer tous les noms concernés ni de prétendre à l'exhaustivité ou à l'infaillibilité dans les détails biographiques : on essaiera cependant d'en présenter un nombre conséquent. Enfin, la période connaît une forte instabilité des cadres de la recherche et de l'enseignement (diplômes, organisations, statuts professionnels), notamment à la fin des années 1960 et au début des années 1980, ce qui perturbe la continuité de l'étude, et rend assez difficiles les comparaisons temporelles. Ces limites (parmi d'autres) étant soulignées, essayons néanmoins d'examiner les multiples aspects de la question.

Au-delà du « plafond de verre » ? Paysage statistique des femmes en géographie

La période considérée ici est caractérisée par plusieurs défis du point de vue de l'histoire académique, en premier lieu celui du nombre. Cette époque de « révolution universitaire » et de « boom géographique », en particulier dans les années 1970, voit le nombre d'enseignants universitaires en géographie passer de 70 au milieu des années 1950 à 180 en 1963, le triple en 1972 (plus de 500), 660 en 1983, tandis que l'effectif des étudiants dans la discipline est estimé à 6-7 000 en 1963 pour toute la France (dont les étudiants en licence d'histoire et les préparationnaires des concours d'enseignement), à 7 000 en 1978-79, 8 300 en 1981-1982 (Cne, 1989, p. 31). Ces modifications quantitatives ont-elles eu des effets observables sur la féminisation de la discipline ?

Vers la parité ? Féminisation et statuts

Pour estimer la proportion de femmes dans les différents niveaux de la discipline, plusieurs indicateurs sont disponibles. La présente étude repose exclusivement sur des sources écrites produites par la discipline pour rendre compte de ses activités. Elles sont nombreuses, mais comportent (banalement) des biais. La principale source, la plus précise et abondante pour notre objet, à savoir le répertoire (annuaire) publié par le laboratoire Intergéo du Cnrs (Matoux-Lamberts, 1993) a un taux de réponse variable (de l'ordre de 70 % en 1969), ne précise pas toujours le prénom (donc le sexe) de la personne évoquée et écarte les personnes ne préparant qu'une thèse de troisième cycle (Intergéo, 1969, p. 5), aboutissant à une estimation minimale de la féminisation, et ne posant d'ailleurs pas cette question dans ses questionnaires. Cela

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

oblige, pour opérer la distinction hommes-femmes, à faire des comptes globaux et synthétiques, utilisables (si l'on accepte les limites de cette source) pour d'autres études de sociologie historique des géographes français. D'autres sources complémentaires existent, comme les listes de membres d'associations disciplinaires, alors pas forcément représentatives cependant, à l'instar de l'Association de géographes français (AGF), en perte de vitesse dans l'après-68. Enfin, les catalogues locaux de diplômes sont parfois lacunaires et ne concernent que les soutenances effectives, ce qui ne représente qu'une partie des inscriptions. Notons à ce niveau que certaines sources disparaissent : en 1966, le « diplôme d'études supérieures » (DES) est remplacé par la maîtrise. Dès lors, malheureusement, la liste nationale de ces diplômes cesse de paraître dans les *Annales de géographie*, asséchant une source fort utile pour mesurer les tendances depuis le début du siècle (Ginsburger, 2015, 2016 et 2017) mais n'est pas remplacée (sans doute à cause de la quantité) par son équivalent pour le nouveau parchemin.

Malgré ces précautions méthodologiques, à quel constat peut-on néanmoins arriver ? Du point de vue des étudiants, on observe au cours des années 1960 une féminisation indéniable, aboutissant probablement à une quasi-parité (Zancarini-Fournel, 2005, p. 109). Ainsi, plus de 37 % des auteurs des DES sont des femmes en 1960, presque 41 % en 1966 (Ginsburger, 2017). En ce qui concerne la féminisation des géographes installés dans la discipline, cette proportion est moindre, même si elle a tendance à croître également. Dans l'AGF, on compte en 1955 65 femmes sur 504 membres (près de 13 % de féminisation) (Ginsburger, 2017), en 1966 84 sur 487 (environ 17 %)(AGF, 1966), en 1971 119 sur 598 (20 %)(AGF, 1973) et en 1980, 138 sur 697 (20 %)(AGF, 1979). L'*Annuaire* puis le *Répertoire des géographes français*, signale 166 femmes sur 836 notices en 1969, soit presque 20 % (Intergéo, 1969), 307 sur 1 291 en 1989, soit 24 % (Intergéo, 1989), proportions à comparer avec celle des femmes enseignantes dans l'enseignement supérieur, à savoir 1 000 (environ 19 %) en 1954, plus de 6 300 (plus de 29 %) en 1968, environ 10 000 (27 %) en 1991 (Charle, 1999). On est donc certes encore loin de la parité, mais dans des proportions qui ne sont pas particulièrement faibles. Rentrons dans le détail des statuts et de la répartition géographique de ces femmes-géographes (tabl. 1 et 2).

La comparaison entre 1969 et 1989 est riche d'informations. Certaines organisations restent rétives à la féminisation, à l'instar de l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer, créé en 1943 et devenu en 1998 l'IRD – Institut de recherche pour le développement), où la présence des femmes est très faible, en deçà de 10 % de féminisation. Plusieurs personnalités marquantes y sont cependant notables, celles d'une génération de pionnières (comme Antoinette Hallaire, née en 1927) au Cameroun, Anne-Marie Cotten (1934-2016) en Côte d'Ivoire, Jacqueline Peltre-Wurtz (née en 1940) en Côte d'Ivoire et en Equateur), puis celles d'une génération recrutée au début des années 1980, par exemple Françoise Dureau, Dominique Guillaud et Odile Hoffmann (nées en 1957), ou encore Marie-Christine Cormier-Salem (née en 1958). Le CNRS les accueille de façon beaucoup plus large : leur nombre brut quadruple, en particulier chez les ingénieurs et chargés de recherches, mais aussi chez les directeurs de recherches, ce qui traduit une montée indéniable en responsabilité, malgré le « tarissement du recrutement » constaté à partir du milieu des années 1970 (CNE, 1989, p. 32). Du point de vue de l'enseignement supérieur, on assiste à un glissement morphologique spectaculaire, en grande partie due aux modifications juridiques du statut des universitaires en 1984 : le corps des assistants de lettres, des non-titulaires de l'enseignement

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

Tabl. 1/ Statuts des géographes (masculins et féminines) en 1969 et en 1989

Date		1969			1989		
Secteurs	Statut[a]	Nombre de femmes	Total (hommes et femmes)	Taux de féminisation[b]	Nombre de femmes	Total (hommes et femmes)	Taux de féminisation
ORSTOM[c]		**4**	**43**	**9,3**	**6**	**62**	**9,7**
CNRS		**21**	**60**	**34,5**	**77**	**176**	**43,8**
dont	Chargé de recherches	3	16	18,8	30	76	39,5
	Ingénieur d'études/de recherches, cartographe, documentaliste, biologiste	5	6	–	27	53	50,9
	Directeur scientifique/ de recherches	–	3	–	8	37	21,6
Enseignement supérieur		**89**	**503**	**17,7**	**159**	**761[d]**	**20,9**
dont	Assistant (agrégée ou non)	48	184	26,1	15	40	37,5
	Maître-assistant (stagiaire ou titulaire)	29	132	22	5	27	18,5
	Maître de conférences	3	20	15	94	370	25,4
	Professeur titulaire d'université ou d'établissement supérieur français[e] ou étranger, en activité	7	125	5,6	34	268	12,7
Autres		**50**	**264**	–	**65**	**292**	–
dont	Collaborateur technique[f]	4	10	–	3	12	25
	Enseignant (agrégé ou certifié) en lycée (secondaire ou classes préparatoires)	11	42	26,2	24	77	31,2
	Expert de géographie aplliquée[g]	1	38	–	16	72	22,2
	Retraité[h]	2	29	–	10	85	11,8
	Total intermédiaire	**164**	**836**	**19,6**	**307**	**1 291**	**24**
	Doctorant sans précision de sexe	–	35	–	–	–	–
	Total	**164**	**871**	**19**	**307**	**1 291**	**24**

a. On doit prendre les chiffres indiqués avec quelque précaution, dans la mesure où ils ne reflètent pas la possibilité d'avoir plusieurs activités (par exemple assistant à l'université et chargé de cours ailleurs), situation essentiellement masculine cependant.

b. Calculé lorsque cela présente un intérêt manifeste.

c. Élève, allocataire et chargé de recherches, maître et directeur de recherches signalés dans le *Répertoire*.

d. Ces chiffres sont plus élevés que ceux du Comité national d'évaluation, 1989, p. 49, qui note 218 «cadre A» (professeurs) et 394 «cadre B» (maîtres de conférences) parmi les enseignants-chercheurs géographes. C'est que dans le *Répertoire*, il peut être également question de géologues ou d'historiens ayant un rapport avec la géographie.

e. ENS, CNAM, Collège de France, IEP, EPHE, INRA, Langues O', Muséum, etc.

f. Cartographe, documentaliste, etc.

g. Ministères, IGN, ingénieur hydrographe et agronome, mission ville nouvelle d'Évry, urbanisme, commissariat au plan, délégation à l'aménagement du territoire, entreprises, transport, etc.

h. La création de cette rubrique est nécessaire surtout pour 1989, sans quoi la surreprésentation masculine de 1969 pèserait encore largement sur la situation de la fin des années 1980. Remarquons cependant que cela ne concerne pratiquement que les professeurs d'universités (émérites, honoraires, retraités), qui sont seuls conservés dans cette dignité dans le *Répertoire*, alors qu'il y a évidemment un nombre plus important de retraités, parmi les maîtres de conférences, assistants ou maîtres-assistants par exemple, mais qui, arrivés à la retraite, ne sont plus que rarement comptabilisés en tant que tels.

Sources : Intergéo, 1969 et 1989.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

Tabl. 2/ Répartition géographique de rattachement des géographes (masculins et féminines) en 1969 et 1989

Date	1969	1969			1989		
Catégorisation	Lieu d'exercice	Nombre de femmes	Total (hommes et femmes	Taux de féminisation[a]	Nombre de femmes	Total (hommes et femmes)[b]	Taux de féminisation
Métropole		**149**	**761**	**19,6**	**299**	**1 212**	**24,7**
dont	Aix-en-Provence/Aix-Marseille	22	62[c]	35,5	14	50	28
	Amiens	1	6	–	6	15	40
	Angers	–	–	–	0	12	0
	Avignon	1	1	–	2	8	–
	Besançon	2	9	–	1	14	7,1
	Bordeaux[d]	1	27	3,7	10	51	19,6
	Brest	6	12	50	5	17	29,4
	Caen	2	7	13,3	7	31	22,6
	Chambéry	–	–	–	0	4	–
	Clermont-Ferrand	3	18	16,7	1	16	6,3
	Dijon	3	8	–	3	12	25
	Grenoble	7	26	26,9	9	49	18,4
	Le Havre	–	–	–	1	2	–
	Le Mans	1	4	–	1	6	–
	Lille	5	20	25	8	40	20
	Limoges	0	3	–	3	13	23,1
	Marseille	–	–	–	0	7	–
	Metz	1	3	–	4	14	28,6
	Montpellier	5	31	16,1	12	38	31,6
	Mulhouse	–	–	–	0	3	–
	Nancy	0	14	0	7	19	36,8
	Nantes	2	9	–	3	22	13,6
	Nice	1	15	6,7	5	20	25
	Orléans	1	7	–	2	14	14,3
	Pau	0	5	–	5	18	27,8
	Perpignan	—	–	–	1	6	–
	Poitiers	1	14	7,1	3	17	17,7
	Reims	1	7	–	5	12	41,7
	Région parisienne[e]	50	275	18,2	132	426	31
dont	Paris 1				13	55	23,6
	Paris 3 (IHEAL)				4	5	–
	Paris 4				8	38	21
	Paris 7				15	40	37,5
	Vincennes Saint-Denis (Paris 8)	2	10	20	4	23	17,4
	Nanterre (Paris 10)	4	23	21,7	5	34	14,7
	Paris 12				2	13	15,4
	Paris 13				2	4	–
	Rennes	9	20	45	6	21	28,6
	Rouen	3	15	20	0	14	0
	Saint-Étienne	0	3	–	0	8	–
	Strasbourg	9	41	22	8	43	18,6
	Toulouse	5	33	15,2	9	46	19,6
	Tours	0	11	0	2	24	8,3
	Autres[f]	4	22	–	14	46	–
Outre-mer[g]		**0**	**6**	**–**	**0**	**17**	**0**
Anciennes possessions françaises		**13**	**75**	**17,3**	**1**	**27**	**3,7**
Étranger		**4**	**29**	**13,8**	**5**	**39**	**12,8**
Total		**164**	**871**	**19**	**307**	**1 291**	**24**

• a. En pourcentage calculé seulement si le nombre total dépasse 10. • b. Ici encore, les chiffres sont plus élevés que dans CNE, 1989, p. 54, qui donne un tableau très complet des équipes enseignante en géographie par pôle universitaire, mais avec des chiffres fiables seulement pour les titulaires de rang A, B et C. • c. Ce chiffre important s'explique en partie par le fait que de nombreuses thèses de doctorat ont été déposées à Aix-en-Provence à la fin des années 1960, sans qu'elles ne semblent correspondre à des collaborateurs présents dans l'Institut de géographie local. • d. Pessac, Talence, Périgueux.• e. Paris (IGFL, ENS, ORSTOM, Muséum, Collège de France, etc.), Bobigny, Corbeil (GEP), Bondy (SCD-ORSTOM), Boulogne (BERU), Évry, Fontenay-aux-roses (ENS), Nanterre, Rueil-Malmaison (Institut français du pétrole), Saint-Mandé (IGN), Saint-Cloud (ENS), Versailles, Vincennes, etc. • f. Retraités, professeurs de lycée et centres de recherches (Meudon, etc.) dans d'autres lieux que des centres universitaires. • g. Nouméa, Papeete, Saint-Denis de la Réunion, Pointe-à-Pitre. •

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

supérieur, créé en 1942, et celui des maîtres-assistants, datant 1960, sont alors supprimés (CNE, 1989, p. 19 ; Merindol, 2010), et la catégorie « maître de conférences » regroupe à la fin des années 1980 des groupes différents de personnes, malgré l'effet d'étiquette : celles qui, titulaires d'une thèse d'État, l'étaient dans les années 1970, et dont la position était plus proche d'un professeur que d'un assistant ; celles qui, titulaires d'une thèse de troisième cycle, le sont devenues après 1981 et 1984 ; celles enfin qui avaient été maîtres-assistantes et avaient été requalifiées. Ainsi, les assistantes et maîtres-assistantes, surreprésentées en 1969 avec 77 noms, ne sont plus qu'une vingtaine en 1989, contre des maîtres(ses) de conférences dont le nombre explose, passant de 3 à 94, modification des « situations anciennes de concurrence dans la carrière universitaire », contribuant à un certain « malaise dans la discipline », du point de vue professionnel (CNE, 1989, p. 19 ; Orain, 2015). Mais c'est le taux de féminisation par catégorie qui confirme à la fois la persistance des « plafonds de verre », voulant que la place des femmes se réduit à mesure que l'on monte dans la hiérarchie professionnelle et symbolique (Marry, Jonas, 2005), et leur relative réduction. En 1963, les femmes représentaient 6,5 % des professeurs (catégorie A) et 15,2 % des maîtres de conférences (catégorie B), en 1967 respectivement 8 % et 23,6 % (Bourdieu, 1984, p. 273), féminisation plus forte qu'en histoire (respectivement 2,8 et 11,4 en 1963, 5 et 17,8 en 1967) ou en sociologie (0 et 0,0 et 18,5 %) par exemple. En 1969, d'après nos sources (Intergéo), elles constituent 26 % des assistants, 22 % des maîtres-assistants, 15 % des maîtres de conférences et 6 % des professeurs titulaires ; en 1989, ces taux sont respectivement de 37,5 % et 18,5 % pour les premiers, mais surtout de 25 % et 12,7 % pour les seconds. Les femmes accèdent désormais en plus grand nombre et en proportion plus large aux positions de prestige et de décision : le nombre de professeures d'université est de 34 en 1989, contre 7 seulement en 1969, c'est-à-dire un doublement en proportion, un quintuplement en chiffres bruts, qu'il faut ajouter au nombre de directeurs de recherches au CNRS, passé de 0 en 1969 à 8 en 1989. Anne-Marie Seronde-Babonaux (1928-2017) à Caen et Janine Renucci (née en 1929) à Lyon, Lucette Davy (née en 1930) à Montpellier et Annie Reffay (née en 1937) à Limoges, Yvette Veyret à Paris-VII et Violette Rey à Fontenay (nées en 1943) sont des exemples de femmes désormais bien installées au sommet de la hiérarchie académique. Cette promotion ne doit cependant pas occulter l'existence persistante, dans de nombreux instituts et départements de géographie (à commencer par celui de Paris), d'un « petit monde » de spécialistes, dont de nombreuses femmes, dans des positions précaires (en particulier des titulaires de thèse de troisième cycle non recrutées du fait de la pénurie de postes) ou sur des postes relativement subalternes (bibliothécaires, cartographes, documentalistes, préparatrices, secrétaires, statisticiennes, etc.).

Femmes et pôles universitaires : une répartition équilibrée ?

En termes de répartition géographique, les conclusions à tirer sont moins évidentes. En 1969, certains pôles universitaires semblent particulièrement féminisés, en particulier Brest et Rennes (autour de 50 %), Aix-en-Provence, Grenoble, Rouen et Strasbourg (entre 20 et 30 %). Mais c'est une évolution récente : la plupart des femmes en poste d'enseignantes titulaires le deviennent au milieu des années 1960, et on aurait eu un tableau sans doute très différent en 1960, avant les recrutements massifs destinés à faire face à l'afflux des étudiants du Baby-Boom et à la démocratisation de l'enseignement (CNE, 1989, p. 19). À la suite de cet effet d'opportunité professionnelle, liée à une

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

forte création de postes et de centres universitaires, et d'un moment historique d'atténuation (toute relative cependant) du «plafond de verre», on peut distinguer plusieurs situations de féminisation. Une configuration monoféminine voit une seule femme très influente rester sur sa chaire plusieurs décennies, comme à Bordeaux avec Micheline Cassou-Mounat (1922-2017), Dijon avec Rollande Gadille (1928-2009) (Joly, 2013, p. 59) ou Vincennes avec Yvette Barbaza (1914-2009). Professeure agrégée en lycées (Nîmes, Nice, 1941-1942), puis au Cnrs (1950-1966), Raymonde Caralp-Landon (1919-2009) soutient ainsi son doctorat d'État en 1956, est au Cnrs entre 1950 et 1966, et est nommée professeure à Amiens en 1966, où elle est en activité jusqu'en 1988 (Joly, 2013, p. 43). Plus rare, plus collective, une configuration polyféminine présente un nombre et une proportion plus importants de femmes, par exemple à Brest, où 6 des 12 géographes sont des femmes en 1969, la professeure Alice Saunier-Picard y recrutant entre autres Annick Moign (1932-1987)(Joly, 2013, p. 81), ou à Rennes, avec Paule Garenc (1922-1978)(Joly, 2013, p. 61). Leurs carrières sont désormais relativement linéaires et correspondent au *cursus honorum* classique des universitaires (hommes comme femmes) de la seconde moitié du xx^{e} siècle, montrant leur intégration professionnelle. Professeure agrégée (1949) aux lycées de Limoges, puis de Bordeaux, puis en classes préparatoires (Saint-Cloud) au lycée Camille Jullian, M. Cassou-Mounat est appelée à partir de 1964 par Louis Papy (1903-1990) à être déléguée dans les fonctions de maître-assistante. En 1975, sa thèse d'État sur le littoral aquitain lui permet d'être élue professeure, situation qu'elle conserve jusqu'à sa retraite en 1987. Ceci dépasse la simple question des individualités, mais correspond à un mouvement générationnel de femmes nées souvent autour de la Première Guerre mondiale, dont la carrière a été favorisée par la création du Cnrs leur permettant de finir leurs doctorats dans de bonnes conditions (Ginsburger, 2017), et qui soutiennent leurs thèses d'État dans les années 1960, ce qui leur permet d'avoir des carrières particulièrement éclatantes dans les années 1970. Certaines d'entre elles accèdent même à des situations inédites de pouvoir académique, en tant que doyennes (A. Saunier-Séïté pour la faculté des lettres de Brest en 1968-1969, R. Gadille pour la faculté des lettres et civilisations de Lyon III entre 1976 et 1979) ou directrices (A. Saunier-Séïté à l'Iut de Sceaux entre 1970 et 1973, Jacqueline Bonnamour à l'Ens de Fontenay-aux-Roses (1974-1985), puis de Fontenay Saint- Cloud entre 1985 et 1990). Des fonctions politiques s'ouvrent à quelques cas très particuliers, le plus souvent pendant le septennat giscardien, témoignant de convictions de droite relativement homogènes et d'une volonté affirmée de féminisation de la part du pouvoir: A. Saunier-Séïté devient ainsi la première femme recteur, pour l'académie de Reims (1973-1975), suivie par R. Gadille pour la même académie en 1980-1981. La première accède enfin aux fonctions de secrétaire d'État aux Universités (1976-1978), puis devient ministre de l'enseignement supérieur (1978-1981) et ministre de la Famille et de la Condition féminine en 1981. Quant à Jane Garrault (épouse Fortunel) (1916-2011), géographe devenue proviseur, elle est appelée au cabinet d'Olivier Guichard (1969-1972), devient conseillère du directeur délégué aux enseignements élémentaires et secondaires, enfin inspectrice générale en 1972, doyen du groupe «Vie scolaire» en 1976, en 1980 du groupe «Éducation et vie scolaire», première femme à exercer cette fonction.

En 1989, alors que la plupart de ces «conquérantes» sont depuis peu à la retraite, l'exception est devenue presque la règle: Rennes et Brest sont toujours très féminisés, quoique selon des taux devenus plus «normaux» (28 %), et cette féminisation semble

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

plus équilibrée, touchant à hauteur d'au moins 25% plus de la moitié des pôles universitaires, à commencer par Amiens (40 %), Reims (42 %), Nancy (37 %) et Montpellier (32 %)[4]. La région parisienne connaît une évolution spectaculaire, passant de 18 à 31 % de féminisation, avec un effet de masse considérable, ce qui s'explique à la fois par l'existence de postes relativement plus ouverts, en particulier au CNRS (laboratoire « Géographie sociale et gérontologie » de Paris-VII, laboratoire sur « les activités commerciales dans l'espace, l'économie, la société française », à l'institut d'urbanisme) et dans l'enseignement, et par la baisse du poids relatif d'institutions plus traditionnellement masculines, par exemple l'IGN à Saint-Mandé.

Une féminisation en « boule de neige » ? L'exemple de Paris

On peut cependant aller plus loin dans l'interprétation des chiffres, en faisant varier les échelles d'analyse, et en passant du national au local. Une des questions est de savoir si la féminisation est à mettre au compte d'actions individuelles consciemment favorables aux géographes féminines, ou de champs de recherches spécifiques, ce qui a pu être le fait de professeurs masculins dans les périodes précédentes, en particulier Raoul Blanchard (1877-1965) et Albert Demangeon (1872-1940) dans l'entre-deux-guerres (Ginsburger, 2015 et 2016), de Georges Chabot (1890-1975) et André Cholley (1886-1968)[5] dans les années 1940 et 1950 (Ginsburger, 2017). À ce niveau, certaines élèves de G. Chabot connaissent des carrières remarquables, comme Suzanne Daveau (épouse Ribeiro, née en 1925), maître de conférences, puis professeure à Dakar (1957-1965), à Reims (1967-68), enfin à Lisbonne (1970-1993). Malgré sa retraite, le professeur parisien continue à jouer un rôle d'adjuvant dans les années 1960 : c'est par exemple sous sa direction qu'Y. Barbaza soutient sa thèse en 1966. Professeure agrégée dans le secondaire (Saint-Germain-en-Laye, Montaigne et Victor Hugo à Paris), attachée puis chargée de recherches au CNRS (1956-1966), elle devient maître de conférences à Lille (1966-1968), professeure au centre universitaire de Vincennes (janvier 1969-1975), un moment à Abidjan (1975), enfin à Paris-VIII Saint-Denis (1976-1984).

Mais cet accès de nouvelles figures féminines à des positions professorales change-t-il la situation des étudiantes ? La féminisation des chaires d'université provoque-t-elle un renforcement de celle du milieu professionnel disciplinaire, un effet d'entraînement ? Les professeures forment-elles particulièrement des femmes, et y a-t-il un « effet femme » identifiable ? La chose n'est pas facile à prouver. Pour étudier cette question, on dispose d'un faisceau de sources de natures diverses, notamment pour le cas particulier des géographes parisiens et pour le doctorat, « chef-d'œuvre » académique et parchemin nécessaire pour accéder aux fonctions les plus légitimes, qui connaît alors des évolutions réglementaires plutôt favorables aux étudiantes. Au très lourd et long doctorat d'État, datant de 1808, au doctorat d'université institué officiellement en 1920, plus court et accessible (Ginsburger, 2015), s'ajoute le doctorat de troisième cycle en 1959. En 1984, un nouveau doctorat, dit « nouveau régime », remplace à la fois le doctorat d'État et celui de troisième cycle (Bourgeat, 2007). La liste de ces diplômes permet donc, dans une certaine mesure, de trouver des filiations, mais avec des limites, avec lesquelles il faut composer mais qui incitent à la prudence dans les conclusions. Elles pourraient être compensées par des entretiens, plus systématiques que ceux menés auprès des personnalités les plus légitimes

4. Avec en particulier pour ce dernier centre la professeure Marie-Claude Maurel (née en 1947) et la maître de conférences Marie-Claire Bernard (née en 1936).

5. Cette attitude facilitante n'exclut pas certains comportements plus ambigus. Évoquant ses études au début des années 1950, l'historien Pierre Vidal-Naquet note à son sujet : « Il fallait suivre dans un amphithéâtre bondé les cours [de] Cholley. Malgré les allusions érotiques dont il émaillait ses descriptions de côtes et ses commentaires sur les familles de nuages – que ne peut-on faire dire à des courbes ou à des masses d'air qui fusionnent ? –, c'était proprement insupportable » (Vidal-Naquet, 1995, p. 261).

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

disciplinairement (Ghorra-Gobin *et al.*, 2009 ; Calbérac, 2012) et que les essais d'ego-histoire de certaines (Coutras, 1999 ; Allemand, 2007). Un tel effort d'*oral history* permettrait certainement de surmonter l'illusion des « femmes de papier », de reconstituer les contextes locaux, les clivages et conflits politiques (par exemple autour de 1968 ou les tensions entre communistes et socialistes) et les réseaux, de donner ainsi plus de chair à cette histoire collective[6], même si le recours à cette mémoire vive des (encore nombreux) témoins directs de l'époque n'exclut pas la sélectivité des souvenirs, l'oubli ou la partialité du point de vue, les traces parfois encore vivaces de controverses et de rivalités professionnelles. En attendant qu'une entreprise de cet ordre se concrétise, essayons d'avoir une vision relativement équilibrée des choses.

Un effet Beaujeu-Garnier ?

Qu'en est-il à Paris, le cas le mieux renseigné ? L'image de J. Beaujeu-Garnier comme directrice de thèse de doctorat à la Sorbonne semble répondre à toutes les qualités et les défauts mandarinaux d'une « patronne ». Certains témoignages, notamment d'anciennes étudiantes de l'époque, indiquent qu'elle n'avait pas, dans la majeure partie des cas, d'attitude très différente à l'égard des filles et des garçons. De façon assez révérencieuse, mais relativement claire, trois de ses élèves tardifs (dont une femme) témoignent ainsi « de l'équipe d'enseignants et de chercheurs qu'elle avait constituée, qu'elle soudait et animait tout autant par la chaleur de sa sensibilité que par la force de son rayonnement intellectuel. […] Comme professeur d'université, elle fut aussi, et par là son aura se diffuse en se multipliant, un exceptionnel directeur de recherche. […] Spontanément elle faisait confiance au thésard qu'elle dirigeait : la plus grande liberté lui était laissée dans les choix thématiques et méthodologiques. […] Elle ne pouvait consacrer à chacun que quelques instants, mais des instants qui se révélaient précieux. […] Elle faisait confiance, elle donnait confiance. » (Fischer *et al.*, 1996, p. 27-28). Bien peu d'allusions donc à une conduite magistrale spécifiquement féminine, même si, dans l'hommage que Jean Demangeot (1916-2009) consacre à sa condisciple et collègue au lendemain de sa disparition, le professeur émérite de géographie physique et président de l'AGF souligne particulièrement « l'attention qu'elle accordait à la carrière de ses étudiantes et de ses collaboratrices », ajoutant : « féministe elle l'était, mais sans ostentation ni agressivité » (Demangeot, 1995, p. 405). Au-delà de cette appréciation qui en dit sans doute moins sur l'attitude véritable de la géographe que sur la conception que J. Demangeot se faisait d'un féminisme « bien élevé », anti-soixante-huitard et de droite, il s'agit cependant de regarder de plus près son attractivité sur les chercheuses, phénomène plus difficile à évaluer. La liste des thèses de doctorat d'État et de troisième cycle soutenues sous sa direction permet ainsi de compter 7 femmes sur 32 doctorats d'État entre 1966 et 1993, soit 22 % de féminisation, et au moins (lorsque le prénom ou le statut marital permet de le savoir) 27 sur 87 thèses de troisième cycle entre 1964 et 1993 (31 %), avec des fluctuations selon les périodes, et une période (attendue) de plus grande activité et attractivité pendant les années 1970 (fig. 1).

Ces données, qui ont leurs faiblesses, doivent être comparées avec les autres professeurs parisiens de l'époque, ce qui est possible seulement pour les années 1970, à partir du catalogue général des thèses de l'université de Paris (tabl. 3).

Le taux général de féminisation des doctorats soutenus (toutes catégories) est de 23 % pour ces années. Si J. Beaujeu-Garnier en dirige 18 % (60 sur 342), près de

6. À cet égard, je remercie Marie-Claire Robic, Olivier Orain et les lecteurs anonymes de l'*Espace géographique* d'avoir généreusement apporté critiques constructives et compléments d'information à une première version de ce texte, notamment sur ces points.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

27 % des doctorats soutenus par des femmes (21 sur 79) ont été réalisés sous sa direction. Elle est donc à ce niveau plus attractive que les deux autres grands directeurs de l'époque, Pierre George (1909-2006)(respectivement 17 et 14 %) et Michel Rochefort (1927-2015)(16 et 21 %), même si ce dernier a un profil relativement comparable à sa collègue, avec plus de 30 % de taux de féminisation des doctorats dirigés. Le seul à dépasser 50 % dans son taux de féminisation de direction de doctorat pour cette période des années 1970 est Philippe Pinchemel (1923-2008), mais pour un volume beaucoup moins important que les deux précédents (fig. 2).

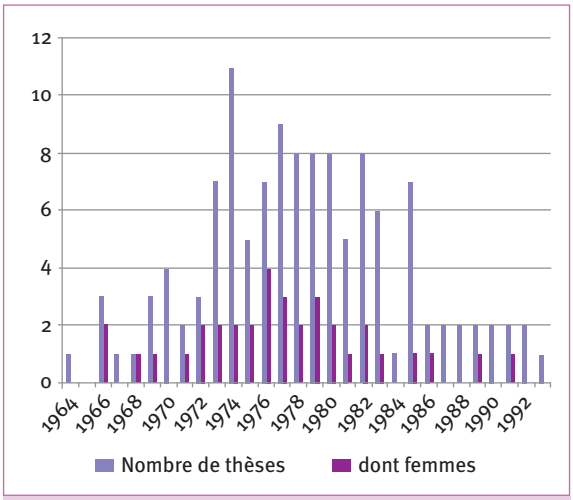


Fig. 1/ Évolution du nombre de thèses de doctorat (d'État, de troisième cycle, nouveau régime) soutenues – nombre total et par des femmes – sous la direction de Jacqueline Beaujeu-Garnier entre 1964 et 1993. Sources : Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France, 1987, p. 653-657 ; Bonnamour, 1996, p. 95-96.

M. Rochefort occupe une place tout à fait particulière dans la problématique de la féminisation de la discipline à Paris 1, au-delà des doctorats. Elle est par exemple également visible dans les travaux de l'équipe du laboratoire de géographie humaine de Paris 1 sur les économies des pays du tiers-monde (CNRS Stratégie territoriale et dynamiques des espaces STRATES), où sont associées Hélène Lamicq (née en 1948), Claire Biétry, Marie-Claude Guerrini (née en 1944) et Catherine Paix (née en 1946)(Guerrini *et al.*, 1975). Dans ce groupe, les deux premières au moins, lorsqu'elles étaient étudiantes, ont fait partie des « égéries de mai 1968 » dans les amphithéâtres de l'Institut parisien de géographie, figures décrites comme charismatiques dans un « groupe de jeunes femmes

Tabl. 3/ Les thèses de géographes en fonction de leur directeur entre 1971 et 1979

A. Par année

Nombre de doctorats soutenus par année	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	Total
Total (féminin)	20 (5)	39 (7)	48 (11)	41 (6)	48 (14)	50 (16)	27 (4)	37 (8)	32 (8)	342 (79)
Taux de féminisation	25	18	23	15	29	23	15	22	25	23

B. Par principaux directeurs

Nom	1971-1979	1971-1979f	Taux de féminisation des docteurs
Babonaux Yves	28	1	4
Beaujeu-Garnier Jacqueline	60	21	35
Dumont René	17	1	6
George Pierre	58	11	19
Monbeig Pierre	11	2	18
Pinchemel Philippe	9	5	56
Rochefort Michel	55	17	31
Sautter Gilles	27	7	26
Total	342	79	23

Source : Catalogue général des thèses de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Belin | Téléchargé le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

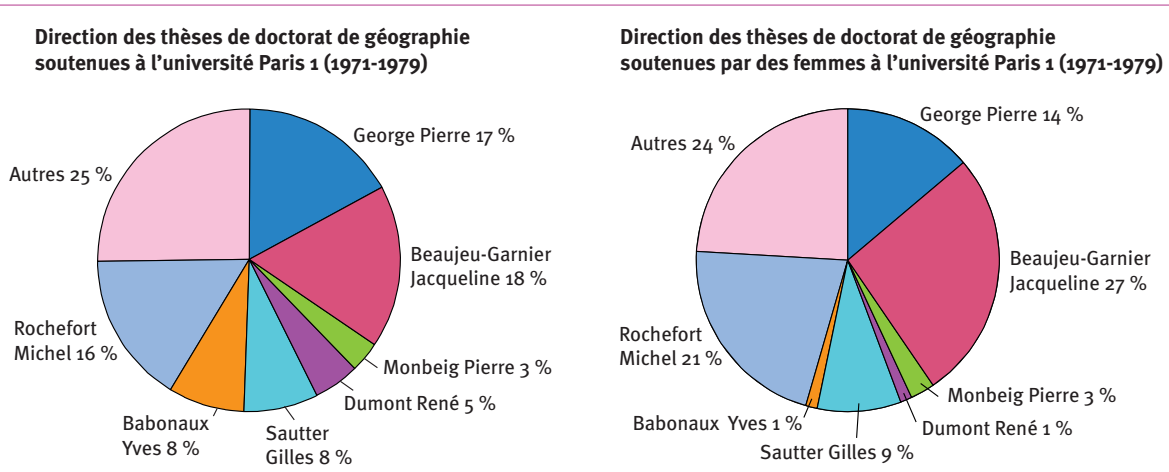


Fig. 2/ Attractivité des directeurs de thèse sur les travaux des femmes-géographes

[qui] a marqué les esprits » (Orain, 2015, p. 221)[7]. H. Lamicq, avec laquelle M. Rochefort noue rapidement une forte relation amoureuse et intellectuelle (Mathieu, Cartier, 2002), poursuit par la suite une carrière de spécialiste de géographie urbaine de l'Amérique latine (Lamicq, 2002), marquée par une thèse de troisième cycle en 1976 et une position de maître-assistante puis de maître de conférences à l'Institut d'urbanisme de Paris XII-Créteil, la menant à la présidence de cette université entre 1996 et 2001.

J. Beaujeu-Garnier, seule professeur féminine de Paris 1, est donc bien un patron particulièrement choisi par les doctorantes, qui se tournent vers elle à hauteur d'un quart, même si beaucoup (la majorité) de travaux de recherches qu'elle dirige sont évidemment écrits par des auteurs masculins. Ceci est dû sans doute en partie à sa personnalité et à ses thèmes de recherches et de spécialités (géographie urbaine, en particulier parisienne, géographie du commerce), mais aussi à sa figure de professeure, charismatique et influente, susceptible de placer professionnellement ses étudiant(e)s. Doit-on voir dans le « cas Beaujeu-Garnier » un « effet genre » spécifique et réciproque ? La question mérite dans son cas d'être posée, mais peut-on en généraliser la réponse ? Seulement avec une grande précaution, même s'il semble qu'elle fut l'une des rares mandarins (avec P. George) à soutenir les chercheurs travaillant à une géographie d'inspiration féministe (Coutras, 1999, p. 84, note 12). Elle s'y attire en tout cas des élèves fidèles et dévouées, par exemple Annie Delobez (née en 1934), inscrite en thèse d'État sur le commerce en région parisienne en 1970 sous sa direction, maître-assistante puis maîtresse de conférences à Paris 1, qui joua un rôle discret mais important à ses côtés.

Galaxies de femmes

On a d'autres cas sinon d'écoles, du moins de « galaxies » relativement apparentes autour d'une personnalité féminine. Il en est ainsi de Françoise Cribier (née en 1930) par exemple. Directrice de recherches au CNRS au centre de géographie sociale et gérontologie de Paris-VII, elle avait consacré en 1969 sa thèse d'État à « la grande migration d'été des citadins en France », puis plusieurs études sur les mobilités saisonnières et générationnelles et sur les résidences (principales ou secondaires) de la

7. À ce niveau, se remémorant cette époque, Nicole Mathieu (née en 1936), alors récente chargée de recherches au CNRS, indique avoir été « fascinée », voire « éblouie » par ces « jeunes filles à la parole si libre, qui pesait si naturellement sur les assemblées de l'amphi De Martonne », tandis que M. Rochefort, depuis peu nommé, trait d'union entre les étudiants et les enseignants au contraire de J. Beaujeu-Garnier, beaucoup plus distante (Orain, 2015), se rappelle surtout de « la fête » qu'a représenté cette période, ajoutant : « Très vite, étant donné que j'adore également les jeunes femmes (rires), ce professeur de quarante ans, auréolé du prestige du mandarin passé du côté de 68, se retrouvant entouré de jeunes femmes d'une vingtaine d'années, s'est trouvé à l'aise… » (Mathieu, Cartier, 2002)

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

population française urbaine ou retraitée. Dans cette perspective, elle se penche sur la « vieillesse des femmes » pour l'association Pénélope pour l'histoire des femmes (Cribier, 1984), après avoir mis en valeur l'itinéraire transgressif de l'ouvrière lilloise Louise Vanderwielen en éditant, introduisant et commentant son autobiographie (Vanderwielen, 1983). De plus, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, son nom est lié à plusieurs thèses de troisième cycle de géographie, consacrées à des problématiques centrées sur les femmes, écrites surtout par des femmes. En 1977, Yveline Diallo-Le Guen (née en 1940) consacre son doctorat à une « étude de géographie sociale de la population retraitée » à partir du cas des « Parisiennes et [de] leur ville à l'âge de la retraite », alors que Catherine Rhein (née en 1950) se penche sur les « jeunes femmes au travail dans le Paris de l'entre-deux-guerres ». Claire Bazin mène en 1981 une « étude géographique du travail féminin en Tunisie », puis soutient en 1990 son doctorat nouveau régime en géographie, sous la direction de Michel-Jean Bertrand (né en 1940) à Paris-VIII Saint-Denis, consacrée aux « femmes immigrées dans les grands ensembles » de l'Ouest parisien des Yvelines. Elle exemplifie bien l'alliance de l'étude des femmes (européennes et africaines), des villes et banlieues et des populations immigrées qui sont éminemment liées dans une tonalité féministe clairement teintée de marxisme.

En matière de géographie sociale, on peut rapprocher cette « nébuleuse » parisienne du milieu lyonnais, autour de R. Rochefort, professeure devenue très visible avec le grand colloque de Lyon en 1982 (Noin, 1983), suivi, deux ans plus tard, par l'organisation, en marge du CIG, d'un colloque à Paris par le Collectif français de géographie sociale et urbaine sous l'intitulé de *Sens et non-sens de l'espace*. Il ne convient pas cependant d'exagérer la féminisation de ce milieu de géographie sociale, entre Lyon, Paris et Caen notamment : les actes de « Sens et non-sens » indiquent 5 femmes sur 29 auteurs (CFGSU, 1984). Il en est de même pour le colloque de 1982 : Si R. Rochefort, certes mise en valeur comme pionnière proclamée, préside la séance introductive, mais partage cette présidence avec Daniel Noin (né en 1930), elle est la seule intervenante féminine sur douze orateurs lors de la première journée. Par la suite et malgré une majorité d'orateurs masculins, on note par exemple les interventions de Michelle Guillon (née Gattegno en 1938)(Paris 1) sur les immigrés dans l'agglomération parisienne, d'A.-M. Seronde-Babonaux sur la géographie électorale à Caen et d'Anne-Marie Fixot (née en 1947)(Caen) sur le chômage en Basse-Normandie, d'un groupe de cinq chercheuses (Anne-Marie Faidutti (née en 1928) et quatre Algériennes) sur les femmes à Constantine, ou encore de D. Pumain et T. Saint-Julien sur les « trajectoires sociales des villes françaises » (Noin, 1983).

Un mot enfin sur un autre centre de géographie féminine, plus attendu par sa nature et son recrutement, mais important dans la promotion de femmes remarquables dans la discipline au moins depuis 1945 (Ginsburger, 2017), à savoir l'École normale supérieure (ENS) de Fontenay-aux-Roses. Selon un phénomène comparable à la concurrence entre les ENS d'Ulm et de Saint-Cloud (Tissier, 1985 ; Ginsburger, 2017), elle avait progressivement supplanté en la matière son équivalente de Sèvres[8]. De fait, Fontenay semble constituer, entre les années 1960 et 1980, un milieu favorable (quoique beaucoup plus restreint que l'université) à la formation de femmes-géographes amenées à faire des carrières notables. Ainsi, la géomorphologue Jeannine Raffy (née en 1937) y avait été élève, puis assistante en 1963, enfin maître-assistante à partir de 1968 et jusqu'en 1989, préparant sa thèse d'État sur l'Italie centrale sous la direction de

8. Importante pour les géographes françaises dans le premier quart du XX^e siècle (Ginsburger, 2015 et 2016), cette dernière semble en retrait, malgré la longue présence de J. Beaujeu-Garnier au jury du concours d'entrée des Sévriennes (Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France, Société de géographie, 1987, p. 12), du moins jusqu'à la nomination d'Isabelle Lefort (née en 1957) comme enseignante en 1984 (Brun, 2016, p. 76).

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

Pierre Birot et la soutenant en 1979. Au milieu des années 1960, Denise Pumain et Marie-Claire Robic (nées en 1946) y sont reçues et formées, en particulier sous la direction de P. Pinchemel à l'université de Paris (Allemand, 2007, p. 174-175). De plus, Jacqueline Bonnamour (née en 1924), qui y avait étudié dans les années 1940 (Ginsburger, 2017), puis avait enseigné en lycée à Rouen, et à la Sorbonne comme professeure titulaire, en devient la directrice en 1974, et le reste jusqu'en 1990, au-delà de la fusion avec Saint-Cloud (Rey, 1993 ; Ghorra-Gobin *et al.*, 2009). Cette position de « règne » de quinze ans sur une institution d'abord seulement féminine, puis mixte, a-t-elle un effet d'entraînement sur son attractivité personnelle à l'égard des élèves ? Elle fait soutenir à Paris 1 de nombreux doctorats à partir de 1975 (tabl. 3), décide d'une certaine orientation de géographie rurale, à travers la mise en place d'un centre de recherches dédié, et certaines de ses élèves sont connues, comme Françoise Plet (née en 1943) qui fait carrière à Paris-VIII Vincennes. En 1984, la section de géographie de Fontenay compte J. Bonnamour, J. Raffy et Martine Berger (née en 1946), reçue au concours en 1964 et inscrite en thèse d'État en 1972, sous la direction de J. Bonnamour, sur les « mutations de l'espace rural au Sud-Ouest de Paris ». On note également alors le nom de Chantale Gillette (née de Matteïs, en 1947), alors maître-assistante et secrétaire générale de l'ENS, mais qui n'était pas normalienne et s'était liée avec J. Bonnamour lorsque cette dernière était à Rouen (Intergéo, 1979-1984, p. 252). En 1989, outre les professeurs cloutiers, en nombre égal avec les Fontenaysiennes, on y note la présence nouvelle de Violette Rey (née Mollard, en 1943), elle aussi ancienne élève de l'École (promotion 1963), agrégée en 1967, d'abord maître-assistante à Paris 1 et disciple directe de J. Bonnamour qui a dirigé sa thèse d'État (1980), par la suite spécialiste des campagnes de la Roumanie et de l'Europe centrale (Intergéo, 1989, p. 267). À la même époque, sa condisciple et spécialiste des transports Madeleine Brocard (née Hudry en 1943) était professeure à Rouen, puis au Havre, et la normalienne (promotion 1966) devenue géomorphologue Mireille Lippmann (née Baggioni en 1946) était maître de conférences à Aix-en-Provence.

Femmes et recherche : un « effet genre » ?

Ceci pose la question des sujets de recherche de ces femmes en nombre toujours croissant, et de leur éventuelle appétence pour des études concernant les femmes, voire pour une géographie féministe. La réponse n'étant pas univoque et facile à donner, nous allons la considérer de nouveau à plusieurs échelles, et faire varier les angles et les objets.

Des champs d'études réservés ou inaccessibles ?

Dans une période de remise en cause des cadres institutionnels et de foisonnement disciplinaire, l'idée d'une réticence à la féminisation dans certains thèmes de la discipline doit être interrogée. De nombreux secteurs de la géographie humaine sont investis dans les années 1970 et 1980 par les femmes-géographes, mais certains thèmes semblent privilégiés (migrations et populations étrangères et immigrées, tourisme et loisirs, population et classes d'âge, éventuellement transports et aménagement du territoire, géographie urbaine et rurale), des spécialisations permettant une reconnaissance institutionnelle indéniable et des réseaux plus ou moins forts pouvant s'apparenter à des écoles personnelles et locales. Ainsi, en 1969, les différents secteurs de la géographie humaine

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

sont féminisés de manière contrastée : si l'étude de la population est signalée pour 6 femmes parmi 49 chercheurs (12 % de féminisation) (Intergéo, 1969, p. 250), l'« analyse sociale » est étudiée par 38 personnes, dont 10 femmes (26 %)(Intergéo, 1969, p. 250-251). Avec la *New geography* théorique et quantitative, on peut s'interroger sur l'effet d'opportunité pour les nouvelles entrantes. Au sein du Comité national français de géographie (CNFG) de l'UGI, au début des années 1980, le groupe de géographie théorique et quantitative, qui compte, en janvier 1981, 20 femmes sur 63 adhérents (32 %), s'oppose à celui de géographie rurale, qui accueille 145 membres en octobre 1982, mais « seulement » 33 femmes, soit près de 22 % (Pumain, Robic, 2002). Ce différentiel de 10 % semble montrer l'attractivité de cette branche auprès des jeunes chercheuses confirmées (Cuyala, 2014, p. 241-244), à la suite de la pionnière de cette branche Sylvie Rimbert (née en 1927). Il faut cependant le relativiser : dans le *Répertoire*, on trouve à la rubrique « géographie théorique » (Intergéo, 1989, p. 296) 8 femmes sur 35 spécialistes, soit 23 %, à savoir, en plus de S. Rimbert, Nicole (-Régine) Mathieu, Maryvonne Le Berre (née en 1940) à Grenoble, Thérèse Saint-Julien (née en 1941) et Nicole Commerçon (née en 1943), Marie-Claire Robic, Denise Pumain et Maryse Guigo (nées en 1946), auxquelles il faut rajouter la Strasbourgeoise Colette Cauvin (née en 1944) et Lena Sanders (née en 1955) par exemple.

Du côté de la géographie physique, l'état des lieux est plus contrasté qu'attendu : en géomorphologie générale et dynamique, 5 femmes sont indiquées sur 50 personnes (10 %)(Intergéo, 1969, p. 247), 5 seulement, mais 5 tout de même. Si J. Beaujeu-Garnier avait certes consacré son mémoire principal de thèse d'État, vingt ans plus tôt, à la géomorphologie du Morvan, mais était désormais exclusivement occupée à l'étude de la géographie de la population et de la géographie urbaine, les femmes géomorphologues étaient alors Louise Coulet (née en 1929), assistante puis maître de conférences à Aix-en-Provence, la Lilloise Michelle Fakoussa, J. Raffy à Fontenay, Voahangy Rajaonah (née en 1938), assistante à l'IGFL de Tananarive, et Mireille Ters (née en 1910), maître de recherches au CNRS. On peut y adjoindre Y. Veyret-Mekdjian, qui a raconté sa « vocation géomorphologique », trouvée en 1968, à Clermont-Ferrand, tournée d'abord vers l'étude de l'Arctique puis, du fait de difficultés matérielles, vers celle du Massif central (Allemand, 2007, p. 206-207), et Monique Michel épouse Mainguet (née en 1937), assistante à Nanterre en 1965, en 1972 auteure d'une thèse d'État en morphologie au Tchad, en zone aride, éditée par l'IGN, finalement professeure à l'université de Reims. Enfin, à Paris, la géomorphologue Yvette Dewolf (née en 1928), maître assistante puis maître de conférences et professeure à Paris-VII, est alors très impliquée dans le laboratoire de géographie physique de Fernand Joly (1917-2010).

De plus, on remarque des liens forts entre certaines femmes et d'autres objets tout autant « naturels », bien que peut-être moins légitimes dans la discipline : pour la géographie polaire et les hautes montagnes, on compte 4 femmes sur 20 personnes (20 %)(Intergéo, 1969, p. 258) ; en climatologie et météorologie, 15 sur 71 (21 %) (Intergéo, 1969, p. 245), notamment dans le sillage de Charles-Pierre Péguy (1915-2005) selon son élève Annick Douguédroit (née en 1936), elle-même assistante (1961) puis maître-assistante (1965), enfin professeure de géographie à Aix-en-Provence après une thèse d'État soutenue à Paris en 1972 (Douguédroit, Marchand, 2007). Au-delà du cas d'A. Picard-Saunier, auteure d'une thèse secondaire de doctorat d'État sur le sud foehn d'Innsbruck (1965), sont alors également notables les noms

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

de Marie-Françoise de Saintignon à Grenoble et de Jocelyne Pérard à Dijon (nées en 1940), de Maryse Guigo (née en 1946) à Nice, et de Martine Tabeaud (née en 1951) à Paris 1. On ne saurait donc dire, dès les années 1960 et sans doute déjà auparavant, que la géographie « naturaliste » excluait totalement les femmes (Jégou *et al.*, 2012). Cette présence tend d'ailleurs à croître : en 1989, on compte désormais 23 femmes parmi les 121 spécialistes travaillant sur des sujets de géomorphologie, soit 19 % (Intergéo, 1989, p. 297), parmi lesquelles Tatiana Muxart (née en 1937), Monique Fort (née en 1947) et Marie-Françoise André (née en 1953) par exemple, alors respectivement directrice de recherches au laboratoire de géographie physique du CNRS à Meudon, maître de conférences à Paris-VII et maître de conférences à Limoges.

Un autre indicateur des centres d'intérêt privilégiés des Françaises se situe dans la mention de leurs actions, positions et reconnaissances institutionnelles dans les instances de l'UGI. R. Caralp-Landon a ainsi longtemps présidé la commission « Transports » du CNFG (1964-1980) et la commission « Géographie des transports » de l'UGI (1968-1980), qu'elle avait contribué à fonder. J. Beaujeu-Garnier était pour sa part « assidue de tous les congrès de l'UGI, intervenant souvent pour défendre ses idées et les vues françaises en géographie, [et elle a] obtenu en 1980 la création par l'Union d'un groupe de travail international consacré à l'étude des Grandes Métropoles. […] Pendant huit années, ce Groupe de travail qu'elle a animé sur les grandes métropoles a rassemblé les plus grands géographes urbains de par le monde » (Metton, 1996, p. 36). En 1984, lorsque le CNFG offre aux invités du congrès de Paris un volume collectif présentant un état de la géographie en France, la professeure lilloise et hydrologue Monique Dacharry (née en 1929) est la seule femme notée dans ses instances, comme secrétaire générale, également seule membre du conseil parmi 26 personnes. Dans la liste des commissions du CNFG en 1981, bien peu de femmes de nouveau, même si J. Beaujeu-Garnier dirige la commission sur les activités commerciales, J. Bonnamour celle de géographie rurale et Y. Dewolf le groupe de travail sur la géographie des milieux sédimentaires. Le volume prestigieux du CNFG ne présente cependant qu'une vision très restreinte de cette pourtant modeste féminisation : J. Beaujeu-Garnier, qui se demande en conclusion « Où va la Géographie en France ? », est la seule femme parmi 23 auteurs, même si la climatologue parisienne Gisèle Escourrou (née en 1933) y partage avec le spécialiste de géographie urbaine M.-J. Bertrand la tâche de parler des « villes et [de] leur environnement » (CNFG, 1984). Peu de spécialistes féminines accèdent donc alors à la reconnaissance nationale dans les instances disciplinaires.

Féminisme et études géographiques sur les femmes : un retard français ?

Reste la question de l'émergence d'une géographie « sur les femmes », et de l'appétence éventuelle de chercheuses à cet égard. L'étude des femmes, en particulier de leurs activités professionnelles dans les zones rurales, a fait l'objet de publications et notes relativement précoces dans le champ disciplinaire français, en particulier par la professeure grenobloise Germaine Veyret-Verner (1913-1973) pour les montagnes alpines, à partir des années 1940 (Louargant, 2013). Dans les années 1960, plusieurs noms sont également notables. À Lyon, R. Rochefort travaille spécifiquement sur le travail des femmes et l'emploi féminin, notamment dans les pays méditerranéens et dans la région lyonnaise, tandis que Nicole Sztokman (née en 1937), géographe activement communiste de Paris 1 (en 1989 maître de conférences à Nantes), étudie

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

pour sa part la population active féminine dans l'agglomération parisienne et dans les grandes villes françaises et européennes (Intergéo, 1969, p. 197), objet de sa thèse d'État sous la direction de P. George. À partir de 1968, Danielle Mingasson et Claude Michel préparent pour leur part des doctorats sur la géographie du travail féminin, la première dans la région grenobloise (sujet déposé à Paris), la seconde en Bretagne (sujet déposé à Rennes)(Intergéo, 1969, p. 144 et 146). D. Mingasson produit plusieurs études sur le sujet, dans la *Revue de géographie alpine* en 1968 et 1969, mais aussi dans le cadre du ministère de l'Équipement et du Logement, en 1976, sur le travail féminin dans l'industrie de la chaussure, avec Mireille Moreau-Pongy. Le développement de l'emploi féminin salarié, une des grandes évolutions sociales du XX^e^ siècle et des Trente Glorieuses en particulier, est donc très tôt inclus dans le champ d'études des géographes, mais au même titre que d'autres volets de la géographie économique ou de la population.

De façon plus originale, en 1981, la même année que C. Bazin sur les femmes tunisiennes, Christiane Madeline soutient une thèse de troisième cycle sous la direction de J. Beaujeu-Garnier, consacrée à « L'espace féminin dans la ville : tentatives d'approche des pratiques et des perceptions des habitantes d'une ville de banlieue Nord ». Elle rejoint les préoccupations de deux chercheuses singulières, qui, dès la fin des années 1970, publient des études féministes sur les femmes, leurs pratiques urbaines et leurs comportements spatiaux, à savoir Jacqueline Coutras et Jeanne Fagnani. Féministes en effet, comme certaines de leurs collègues à titre non professionnel, elles transposent de manière évidente leur engagement politique militant dans leurs activités scientifiques, tant au niveau de leurs objets de recherche que de leurs pratiques individuelles et collectives. Toutes deux nées en 1942 et agrégées de géographie, elles sont d'abord spécialisées en géographie économique et sociale de la région parisienne : la première soutient sa thèse de troisième cycle en 1975 sous la direction de J. Beaujeu-Garnier, sur les « zones d'activité économique et développement dans l'Ouest de la région parisienne », la seconde la même année, sous la direction de P. George, sur « Le changement social à Boulogne-Billancourt : 1954-1968 ». Leur orientation vers une géographie féministe des femmes est visible dès la seconde moitié des années 1970, à un moment où elles ne sont plus de jeunes étudiantes, mais des trentenaires, avancées dans leurs études et leurs travaux, et alors que d'autres initiatives font émerger l'objet de recherche « femmes » dans le cadre académique, par exemple en histoire à partir de 1973 (Zancarini-Fournel, 2010, p. 208). Elles interviennent dans *Les Cahiers du Grif*, publication bruxelloise du groupe de recherche et d'information féministes fondée en 1973 et haut lieu de la pensée féministe européenne jusqu'à sa disparition en 1982 (Coutras, Fagnani, 1977), puis publient dans des revues internationales d'urbanisme et d'aménagement (Coutras, Fagnani, 1978). Leurs thèmes de prédilection, les rapports entre le travail des femmes, leurs mobilités et les transports en Île de France, sont alors marqués très clairement par un discours féministe et marxiste relativement classique à l'époque dans les cercles féministes, dénonçant par exemple l'oppression masculine dans l'espace des villes. Mais l'action de ces deux chercheuses va au-delà de revues extra-disciplinaires. Lors du fameux colloque national « Femmes, féminisme et recherches » rassemblant près de 900 personnes à Toulouse (Kandel, 2001), en décembre 1982, un questionnaire distribué aux participantes indique que, sur les 266 réponses, 6 se déclaraient géographes, soit 2,3 %, contre 85 sociologues

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

(32 %), 27 historiennes (10 %) et 39 littéraires (15 %)(ministère de l'Industrie et de la Recherche, ministère des Droits de la Femme, 1984, p. 1084). Parmi elles, J. Fagnani intervient sur le thème « Statut matrimonial et structures socio-professionnelles des femmes » (Collectif, 1984, p. 243), tandis qu'un débat intitulé « Femmes et espaces » est introduit et synthétisé par J. Coutras (document 1) : les deux communications qui y sont présentées ne sont cependant pas le fait de géographes, mais plutôt de sociologues, à savoir Aude d'Achon, avec un exposé intitulé « Même les femmes ne rassurent plus personne », proche de la psychanalyse, et Nadia Chellig qui évoque « l'espace sexualisé en Algérie et l'ambiguïté du voile féminin ».

Les mêmes géographes sont également présentes sur les mêmes thèmes au colloque de Lyon de géographie sociale en 1982, intervenant longuement lors de la séance sur « le comportement des groupes sociaux », J. Coutras sur « la ville au féminin », J. Fagnani sur « les femmes en milieu urbain » (Noin, 1983, p. 432-459). La discussion qui suit leurs exposés est révélatrice des incertitudes théoriques et conceptuelles non seulement autour de l'objet géographique « femmes », mais aussi du contexte épistémologique (document 2). Hésitations donc entre interdisciplinarité et peur d'une récupération par la sociologie et l'économie ; empreinte d'une réflexion marxiste caractéristique de l'époque, mais attrait pour un modèle anglo-américain porteur de nouveauté : la géographie des femmes dépasse la question féministe, qui n'est pas vraiment revendiquée ici, mais est évidemment sous-jacente.

Par la suite, J. Coutras et J. Fagnani publient encore plusieurs articles clairement positionnés, notamment dans des revues disciplinaires en langue étrangère (Fagnani, 1983, 1984 ; Fagnani, Chauviré, 1989). Elles prennent d'ailleurs part à l'institutionnalisation de la géographie féministe internationale : lors de la conférence régionale sur les pays méditerranéens de Barcelone en septembre 1986, une « table ronde » sur « les femmes en géographie » est organisée et modérée par Janice Monk (née en 1937)[9] et Maria Dolors García Ramón (née en 1943) en tant que professeure titulaire du lieu, particulièrement active sur ce sujet[10] (Monk, García Ramón, 1987 ; Rössler, 1996, p. 365). Parmi les interventions, celle de J. Fagnani est particulièrement remarquée et signalée de façon détaillée dans le compte-rendu publié par les organisatrices, seule auteure francophone dans la bibliographie finale pour ses articles des années 1980 (Monk, García Ramón, 1987, p. 150-151). En 1988, au CIG de Sydney, un groupe d'études « masculin-féminin et géographie » est constitué, parmi cinq autres groupes pour la période 1988-1992 : il est présidé par Janet Momsen[11], avec García Ramón comme secrétaire et Monk comme vice-présidente. Son premier bulletin (*newsletter*) détaille la diversité des communications sur les femmes à Sydney, mais aussi les projets et les thèmes d'études du groupe, et présente une bibliographie de nouveautés où se détachent encore, en français, les noms de Coutras et de Fagnani. À la fin des années 1980, elles sont toutes deux chargées de recherche au CNRS (J. Coutras à l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines – IRESCO, J. Fagnani au laboratoire de géographie humaine de l'Institut de géographie de Paris, et au laboratoire CNRS « Stratégie territoriale et dynamique des espaces » – STRATES), certes pas centrales dans le champ, mais pas franchement exclues, publiant même dans les *Annales de géographie* (Fagnani, 1985). J. Fagnani déclare alors mener des recherches sur « le refus du troisième enfant : étude des comportements dans le domaine de la fécondité des femmes instruites des classes moyennes » (Intergéo, 1989, p. 104), sujet indéniablement au cœur des problématiques féministes les plus classiques de maîtrise du corps

9. Australienne d'origine, mais formée aux États-Unis, titulaire d'un PhD de l'université d'Illinois (1972), elle y est professeure associée de 1972 à 1980, avant de faire tout le reste de sa carrière à l'université d'Arizona, à partir de 1980.

10. Après une licence obtenue en 1966 à l'université de Barcelone, elle passe un master à Berkeley en 1970, puis son doctorat en 1975 à Barcelone. Elle est nommée en 1983 professeure titulaire de géographie régionale dans cette même université, jusqu'à sa retraite en 2010. À la lumière de ses premiers travaux, marqués par une orientation très nette vers la géographie rurale et agraire, mais selon des dimensions théoriques et sociales affirmées, on note à la fois sa position précoce d'intermédiaire (témoin, praticienne et traductrice) entre la pensée de géographie radicale anglo-américaine et les géographes espagnols, et son engagement pour une pensée féministe qu'il faut sans doute mettre aussi en rapport avec la situation politique de l'Espagne post-franquiste à la fin des années 1970 et 1980, marquée par l'effervescence de la transition démocratique.

11. Voir note 1.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

féminin et de la maternité, mais semblant plus relever de la démographie que de la géographie. Elle dresse cependant un « état des lieux » des rapports entre la géographie française et les questions de genre (Fagnani, 1989), tandis que J. Coutras travaille toujours sur « les pratiques spatiales des sexes » (Coutras, 1989).

Document 1 / La synthèse des discussions sur Femmes et espace à Toulouse (1982), par Jacqueline Coutras

« Les communications présentées posent le problème des pratiques des femmes dans l'espace public urbain, de leurs façons d'être dans deux types de milieux : en milieu occidental et en milieu musulman (Algérie). Ces textes montrent l'unité de statut des femmes occidentales et des femmes algériennes lorsqu'elles sont « dehors ». Seul le voile les sépare. Les processus d'exclusion, de canalisation, de parcage sont les mêmes : les femmes ne peuvent être dans la ville ce qu'elles veulent. Des contraintes pèsent sur elles et les obligent à certaines pratiques ou leur en interdisant d'autres. Les femmes sont amenées à :

• restreindre d'elles-mêmes leurs déplacements dans le temps et l'espace,

• présenter d'elles-mêmes une image qui leur est imposée : elles doivent paraître pressées ; elles doivent être accompagnées – d'un homme de préférence – ; deux femmes ensemble sont considérées comme deux femmes « seules »…

Si elles transgressent ce qui est fixé par les normes, elles s'exposent à être dépossédées de leur corps*. Ces agressions vont de « l'abordage urbain » à la suspicion d'être une « femme publique » et jusqu'au viol dont la responsabilité incombe surtout aux femmes parce qu'elles se sont rendues « coupables d'une grande imprudence » (paroles prononcées par un juge au cours d'un procès de viol, cf. texte de A. d'Achon). Tout est là pour rappeler que cet espace n'est pas le leur, qu'il s'agit d'un territoire sur lequel elles sont sans pouvoir. La logique étant : « Si tu es sur mon territoire, tu m'appartiens » (texte de A. d'Achon).

Les mécanismes qui conduisent les femmes à de telles pratiques

• La peur de l'agression physique

• L'urbanisation qui, en Algérie, fait passer la paysanne non voilée, libre de ses mouvements à l'extérieur du logement, à la citadine voilée ou, lorsqu'il y a eu révolte, à la citadine dévoilée, c'est-à-dire « nue ». « Le voilement comme l'enfermement est un phénomène essentiellement urbain » (texte de N. Chellig). […]

• L'ampleur des tâches domestiques et familiales dont les femmes sont responsables. Les femmes n'ont pas le temps d'investir des espaces et lieux autres que ceux qu'elles fréquentent pour réaliser les achats domestiques, accompagner les enfants et globalement assurer la bonne marche du ménage […] ; même lorsqu'elles ont du « temps libre », même lorsqu'elles ne sont pas empêchées de sortir par manque d'argent, même lorsqu'elles appartiennent à un milieu socio-culturel qui leur donne accès à un territoire relativement vaste, les femmes ont les mêmes pratiques, les mêmes peurs, subissent les mêmes exclusions et développent les mêmes « stratégies » de protection.

• Les valeurs prônées par la société, la morale sociale qui ont amené les femmes à intérioriser les interdits. […] Depuis son enfance, depuis l'histoire du Petit Chaperon rouge, la petite fille sait qu'elle doit se ranger sous la protection de l'autre, sous son nom, sous son droit. Au nom d'une nécessaire protection, son corps est circonscrit à certains mouvements, à certains espaces.

Les questions que me semblent poser ces textes, ou peut-être celles que j'aimerais poser, concernent :

• Le problème de l'urbanisation et de ses répercussions.

• Les rapports dedans-dehors. […]

*. Souligné dans le texte.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

• Dans l'analyse des rapports femmes-espaces urbains, on traite souvent la ville comme un tout en n'y distinguant guère que la rue (mais on considère toutes les rues de la même façon), les heures (jour et nuit), les commerces, les lieux d'exclusion particulièrement nets (cafés, salles de jeux, etc.).

Mais la ville n'est pas seulement une succession de ces différentes catégories de lieux, elle est constituée d'espaces qui ne sont pas seulement juxtaposés les uns à côté des autres, mais sont reliés entre eux de façon à former une unité géographique, mentale, affective, émotionnelle, etc.

La ville des femmes n'est pas celle des hommes. L'approche spécifique que chacune de nous en a n'est pas faite seulement d'une succession de lieux et d'interdits.

• Ce qui dans la ville peut être subverti et comment.

[…] 20 à 30 femmes se sont réunies pendant deux demi-journées. Nous nous sommes d'abord attachées à préciser :

1/ Ce que nous entendons par espace

Un accord s'est fait pour centrer la discussion non pas sur le logement ou les lieux fermés (tels que maisons de femmes…) mais sur l'espace public non clos où les femmes sont, selon des degrés et des formes différents, canalisées, parquées et dont elles sont totalement ou partiellement exclues. L'espace ainsi défini doit être appréhendé à plusieurs niveaux :

• En tant que production matérielle : quelle part les femmes, et en particulier les femmes architectes, ont-elles à cette production ?

• En tant que façon de le vivre, de l'aborder, de le fréquenter, donc de se vivre, de vivre les autres dans une relation tant personnelle que collective.

Le terme recouvre des réalités différentes. Des distinctions doivent être établies entre l'espace occidental, l'espace musulman, l'espace des pays sous-développés non-musulmans, de même qu'entre l'espace urbain et l'espace rural. Chacun de ces milieux a créé des conditions d'insertion particulières pour les femmes. L'espace est une réalité physique mesurable, mais il est surtout un espace polydimensionnel qui est un produit mental, économique, social, culturel, relationnel dans lequel notre corps s'insère et s'exprime. Il est reflet et produit d'une société mais en retour il faut se demander quelle action son organisation, sa possession – ou sa non possession – ont sur notre corps et ses expressions, sur notre personnalité, sur notre statut dans la société. Il est nécessaire de trouver une cohérence féministe à travers toutes ces dimensions, de trouver un outil conceptuel pour définir et affiner cette notion, pour analyser les clivages en fonction desquels s'établissent les fréquentations et les représentations de l'espace, pour trouver les moyens de le subvertir.

2/ Appréhender, s'approprier un espace : quels enjeux cela représente-t-il ?

L'espace est enjeu de pouvoir social, de pouvoir sur le corps et de pouvoir de son corps.

Le trop petit nombre d'études réalisées ne permettent pas de réellement comparer la division sexuelle de l'espace qui s'opère en structure rurale et en structure urbaine, dans les sociétés industrielles et dans les sociétés traditionnelles. Une telle comparaison ferait apparaître ce que nous avons gagné ou perdu comme possibilités d'occuper les espaces, de les approprier, de les gérer… Elle nous aiderait également à définir ce que nous pouvons et voulons conquérir à court et moyen terme dans la ville actuelle, ce que nous pouvons imaginer comme organisation territoriale idéale, comment les femmes peuvent-elles mettre fin à leur isolement sans tomber dans « l'enfer du petit village », c'est-à-dire de la petite communauté coercitive ? Comment peuvent-elles, et ceci à toutes les étapes de leur vie (enfance, âge adulte, vieillesse), s'approprier, organiser, créer un territoire ? Et lequel ?

3/ Dans la ville moderne, en pays occidental ou sous-développé, l'espace des femmes évolue.

Il s'agrandit, il devient réel objet de possession quand sont modifiées les conditions socio-culturelles de l'insertion sociale des femmes. Il évolue également sous l'influence des luttes auxquelles les femmes sont nombreuses à participer lorsqu'elles ont pour enjeu la gestion et le contrôle de l'espace du quotidien.

La mobilité, l'itinérance sont-elles facteurs d'appropriation, de domination sur un plus grand espace ou au contraire signifient-elles : perte de racines, plus grand enfermement, plus grande insécurisation, plus grande ségrégation et dispersion ?

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

L'utopie, et en particulier celle des femmes architectes, est-elle synonyme de maîtrise des femmes sur l'espace ?

Parmi les autres composantes de prise de possession de l'espace et donc de pouvoir, il faut noter l'importance du temps : temps personnel, rythme de déplacements, etc. Espace et temps sont très étroitement liés. Il faut également noter l'importance de l'apprentissage, désapprentissage, réapprentissage du rapport à l'espace en partant de la gestuelle corporelle. Il y a ici tout un champ de recherche qui est à peine ébauché.

Pour conclure, il faut souligner […] la nécessité de favoriser les échanges entre des femmes qui, dans tous les pays (étaient présentes des femmes qui travaillent en Suisse, en Italie, en Allemagne, en Afrique du Nord, en Amérique latine) travaillent de façon isolée sur ces questions, [et] le besoin, pour amorcer la confrontation des idées, d'une publication consacrée aux femmes et à l'espace. Ceci serait une première étape vers l'exploration de ces espaces encore trop ignorés de la recherche féministe. » – (Ministère de l'Industrie et de la Recherche, 1984, p. 443-447).

Document 2 / Discussion sur la géographie des femmes et la géographie sociale

« D. Noin se demande si les femmes peuvent être un objet d'études pour la géographie sociale. Oui, certainement. Les socio-géographes divisent la société selon de nombreux critères. Pourquoi n'utiliseraient-ils pas aussi celui du sexe ? Du reste, les études déjà faites sur ce thème, essentiellement en langue anglaise, constituent un apport intéressant pour saisir certains aspects des sociétés occidentales développées ou des sociétés des pays du Tiers-monde. Le véritable problème me semble plutôt être celui des limites de l'analyse géographique dans ce domaine. La référence à l'espace s'avère insuffisante et le recours à l'analyse sociologique devient rapidement nécessaire.

Pour J. Fagnani, il semble, en effet, essentiel dans une étude de recherche géographique sur les femmes en milieu urbain de se référer aux concepts de la sociologie (ou de l'économie), mais ceci est vrai en ce qui concerne de nombreux sujets d'étude dont la compréhension exige une approche multidisciplinaire. […] Le terme de catégorie sociale est-il valide en ce qui concerne les femmes ?

P. Buléon ne le pense pas. Cependant une question corollaire se pose : la variable « sexe » introduit-elle quelque chose de nouveau ? Oui, incontestablement, quand elle permet de saisir la situation spécifique des femmes dans une totalité sociale fondamentalement déterminée par des oppositions de classes sociales et non de sexe. […]

Selon N. Sztokman, plusieurs pièges doivent être évités dans une analyse du « groupe féminin » : 1°) le premier consisterait à considérer les femmes comme un groupe social, ou une catégorie sociale. Les clivages sociaux sont verticaux et non horizontaux. […] 2°) Le second serait d'analyser les femmes de façon isolée. La spécificité de leurs comportements ne peut se définir et se comprendre que par rapport à ceux du groupe féminin.

Enfin, il semble important de souligner, en réponse à D. Noin, l'intérêt de l'analyse géographique en ce qui concerne, par exemple, la vie professionnelle des femmes. » – (Noin, 1983, p. 458).

Conclusion

L'étude de la place des femmes dans la géographie française entre 1960 et 1990, période de changements sociaux et académiques profonds, permet de porter un regard nouveau sur l'histoire récente de la discipline. Revenant sur sa carrière, D. Pumain note :

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

> «J'ai travaillé avec beaucoup de femmes […]. La géographie n'est pas une discipline plus machiste qu'une autre, du moins quand j'ai entamé ma carrière. Nous n'avons pas eu à nous imposer en nous comportant comme des hommes !» (Allemand, 2007, p. 182)

Cette vision sans doute un peu idéalisée tend à généraliser une situation parisienne particulièrement propice à la féminisation. Ailleurs, la présence de femmes dans les centres d'enseignement et de recherche varie, bien qu'elle ait indéniablement progressé entre les années 1960 et les années 1980. Si les résistances et les réactions à la féminisation de la géographie universitaire restent à évaluer, la situation est en fait contrastée entre les branches thématiques, et il convient de relativiser l'idée d'une opposition traditionnelle entre géographie humaine, plutôt accueillante, et géographie physique, plutôt fermée. Le développement de nouvelles spécialités a pu constituer des secteurs relativement propices, quoiqu'aux débouchés limités, comme ce fut le cas au début du XXe siècle (Ginsburger, 2015) : c'est bien le milieu de la géographie théorique et quantitative qu'évoque D. Pumain, dont il faudrait cependant étudier davantage la perméabilité à l'émergence de femmes-géographes, par exemple au miroir de ses revues. La géographie sociale a aussi constitué un milieu favorable, dans le sillage de F. Cribier ou de R. Rochefort, figure de pionnière construite et revendiquée dans les années 1980. Le thème émergent des femmes dans l'espace urbain était certes peu fréquenté mais semblait déjà prometteur à certain(e)s, J. Coutras en particulier, bien identifiée pour son ouvrage postérieur de 1996 *Crise urbaine et espaces sexués* (Di Méo, 2012 ; Marius, Raibaud, 2013, p. 19), mais qui travaillait déjà sur ce thème depuis près de 20 ans (Coutras, 1999), tandis que certains développements de la géographie d'inspiration communiste étaient également propices à l'ascension de chercheuses actives et critiques.

Pourtant, l'impression qui a prévalu est celle d'un retard français pour s'engager dans cette voie. À la fin du XXe siècle, Jean-Robert Pitte (né en 1949) en appelait au culturalisme disciplinaire pour expliquer cette réticence supposée :

> «Les géographes français ont peu écrit sur la question du rapport entre les sexes et l'espace. Sans doute sont-ils restés fidèles à la culture dominante des pays de l'Europe du sud qui considère que, sur certains sujets, le faire et le dire ne doivent pas nécessairement se confondre, à moins de tomber dans l'exhibition des sentiments, ou, pire, dans leur dissimulation sous des dehors « politiquement corrects ». (Pitte, 1998, p. 348)

Parce que latino-européens et non anglo-saxons ou latino-américains, ils auraient donc ignoré ces thèmes, comme leurs voisins proches, par choix ou par inclination scientifico-culturelle. Certainement un peu courte et politiquement engagée, faisant peu de cas d'une école espagnole particulièrement dynamique dès les années 1970, sous l'impulsion de Maria Dolors García Ramón, alors en contact par exemple avec le groupe Dupont (García Ramón, 1979), cette explication n'est cependant qu'une des hypothèses permettant d'étayer l'idée d'un frein français en matière de géographie du «masculin-féminin», traduction française adoptée au sein de l'UGI pour le terme de *gender*, à partir des années 1980. D'autres considèrent que la cause est plus structurelle : le féminisme aurait été étouffé par la floraison dans la discipline de courants divers, souvent marqués par une pensée critique néo-marxiste, d'écoles, de théories et de revues qui ne lui auraient pas donné sa place, marginalisation qui fut également

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

celle de la géographie sociale (Séchet, 2012) et fut l'alliée objective de géographies plus conservatrices, malgré (ou à cause de, par anti-américanisme) le développement de courants féministes anglo-américains (Coutras, 1999). D'autres enfin affirment que la « timidité » par rapport à ces études « fut encore plus marquée [en géographie] que dans le cercle des autres sciences sociales », du fait du « biais masculiniste » de la discipline », du primat d'un « terrain » dont les femmes auraient été implicitement exclues dès la constitution de la géographie « classique » vidalienne (Hancock, 2004 ; Marius, Raibaud, 2013, p. 9) et d'un discours disciplinaire notamment marqué par des liens assimilant les objets propres à la disciplines (espaces, formes du relief, paysages, etc.) à des métaphores organiques sexuellement marquées (Séchet, 2012). Si ces explications méritent en général d'être prises en considération, il convient cependant de les relativiser fortement, et ce dès les années 1960 : la mesure de la place des femmes dans la communauté disciplinaire a montré à la fois qu'elles y ont trouvé une position plus large que ce qu'on pouvait attendre, et que le développement de courants de géographie « nouvelle » (sociale comme théorique) n'a fait qu'accélérer un mouvement déjà bien entamé et structurellement ancré dans les structures disciplinaires. Enfin, en ce qui concerne la géographie des femmes et des espaces dans une perspective sexuée, les chercheurs y sont plus nombreux qu'attendu, à commencer par J. Coutras et J. Fagnani, malgré le fait, certainement réel, qu'« il n'était pas courageux mais plutôt inconscient » de s'y aventurer, dans une stratégie de carrière (Coutras, 1999, p. 84).

À la fin des années 1980, l'émergence de la génération de femmes géographes que nous venons d'évoquer, issue des mutations du champ de la géographie à toutes les échelles, ouvre la voie (bien que plusieurs années plus tard et en fin de carrière) à une reconnaissance disciplinaire incontestable quoique tardive, à savoir la présidence de l'UGI pour Anne Buttimer entre 2000 et 2004, première et unique femme à ce poste jusqu'à présent (sur 24 mandats depuis 1922), le titre de lauréat d'honneur de l'UGI pour J. Monk (2012) et le prix Vautrin-Lud pour la Britannique Doreen Massey (1944-2016)(en 1998), D. Pumain (2010), A. Buttimer (2014) et M.D. García Ramón (2016). Au moment où J. Beaujeu-Garnier s'efface, l'institutionnalisation de la géographie des femmes est avancée, au niveau national et international, normalisant une activité déjà remarquée. Pourtant, les Françaises qui auraient pu prétendre y participer disparaissent peu à peu de son champ. En 1988, à Sydney, J. Coutras et J. Fagnani sont encore citées, mais n'appartiennent pas au noyau initial du « groupe d'études féministes », alors constitué de figures « historiques » (Momsen, Monk, García Ramón) et de nouvelles venues, issues de Taïwan (Nora Huang Chiang), du Nigéria (Bose F. Iyun), de l'Inde (Saraswati Raju) et du Brésil (Rosa Ester Rossini). Son orientation, confirmée en 1992 au CIG de Washington lorsqu'il devient l'une des 24 commissions de l'UGI, est alors surtout tournée vers l'étude des femmes dans les pays du Tiers-Monde. Une occasion manquée donc du côté français, qu'il faudrait mieux documenter et expliquer pour poursuivre et étendre cette étude de l'histoire de la géographie, considérée du point de vue féminin.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

Références

Association de géographes français (Agf)(1966). « Liste des membres de l'association de géographes français au 1er janvier 1966 ». *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 43, nº 340-341, p. 69-86.

Association de géographes français (Agf)(1973). « Association de géographes français : liste des membres n'ayant pas changé d'adresse, ayant changé d'adresse et complément pour janvier 1971 ». *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 50, nº 404, p. 439-448.

Association de géographes français (Agf)(1979). « Liste des membres de l'association de géographes français au 1er mars 1980 ». *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 56, nº 465, p. 409-437.

Allemand S. (dir.)(2007). *Comment je suis devenu géographe*. Paris : Le Cavalier Bleu, 224 p.

Bard C. (2012). *Le Féminisme au-delà des idées reçues*. Paris : Le Cavalier bleu, 286 p.

Bataillon C. (2009). *Géographes, Génération 1930*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 226 p.

Bonnamour J. (dir.)(1996). *Jacqueline Beaujeu-Garnier… Une géographe universelle*. Paris : Prodig, 98 p.

Bourdieu P. (1984). *Homo academicus*. Paris : Les Éditions de Minuit, coll. « Le Sens commun », 302 p.

Bourgeat S. (2007). *La Thèse d'État de géographie (1960-1984) : la diffusion de l'innovation au risque des contraintes disciplinaires*. Grenoble : Université Joseph-Fourier, thèse de doctorat de géographie, 422 p.

Broc N. (2001). « Géographie au féminin : les premières collaboratrices des *Annales de Géographie* (1919-1939) ». *Annales de géographie*, vol. 110, nº 618, p. 175-181.

Brun J. (2016). « Enseignement et recherche en géographie à la veille de la fusion Jourdan-Ulm ». *L'Archicube*, nº 21, décembre, « Le fabuleux destin du boulevard Jourdan », p. 76-79.

Calbérac Y. (2012). « "Ce qui m'intéresse dans ma démarche, c'est moins le cadre que les gens". Entretien avec Renée Rochefort ». *Géocarrefour*, vol. 87, nº 3-4,p. 283-291.

Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France, Société de géographie (éd.)(1987). *Régions, villes et aménagement : mélanges jubilaires offerts à Jacqueline Beaujeu-Garnier*. Paris : Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France, Société de géographie, 674 p.

Charle C. (1999). « Les femmes dans l'enseignement supérieur. Dynamique et freins d'une présence, 1946-1992 ». In Duclert V., Fabre R., Fridenson P. (dir.), *Avenirs et avant-gardes en France xixe-xxe siècles, hommage à Madeleine Rebérioux*. Paris : La Découverte, p. 84-105.

Clout H. (2009). « Jacqueline Beaujeu-Garnier ». *Geographers: Biobibliographical Studies*, vol. 28, p. 131-146.

Collectif français de géographie sociale et urbaine (Cfgsu)(1984). *Sens et non-sens de l'espace. De la géographie urbaine à la géographie sociale*. Caen : Collectif français de géographie urbaine et sociale, 262 p.

Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (Cne)(1989). *La Géographie dans les universités françaises : une évaluation thématique*. Paris : Comité national d'évaluation, rapport d'évaluation, 256 p.

Comité national français de géographie (Cnfg)(1984). *La Recherche géographique française (structure, thèmes et perspectives)*. Paris-Alpes : Cnrs, 262 p.

Coutras J. (1989). « Les pratiques spatiales des sexe : quelles problématiques ? ». *Espace Populations Sociétés*, vol. 7, nº 1, p. 111-1165.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

Coutras J. (1999). « Espaces sexués et géographie française : bonheur et malheur d'une géographe ». In Chivallon C., Ragouet P., Samers M. (dir.), *Discours scientifiques et contextes culturels. Géographies françaises et britanniques à l'épreuve postmoderne*. Talence : Publications de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, p. 75-88.

Coutras J., Fagnani J. (1977). « Transports ». *Les Cahiers du GRIF*, vol. 19, n° 1, « Hors de chez nous. Femmes et ville », p. 97-102.

Coutras J., Fagnani J. (1978). « Femmes et transports en milieu urbain ». *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 2, n° 1-3, p. 432-439.

Coutras J., Fagnani J. (1989). « Éditorial : Sexes et espaces ». *Espace, Populations, Sociétés*, vol. 7, n° 1, p. 11-13.

Cribier F. (1984). *Vieillesses des femmes*. Paris : Association Pénélope pour l'histoire des femmes, 138 p.

Cuvelier J., Monnet C. (2014). « Plus d'un siècle de femmes à la Société géologique du Nord : un reflet de leur place dans l'enseignement supérieur et la recherche française ». *Mémoires de la Société géologique du Nord*, n° XVII, p. 69-77.

Cuyala S. (2014). *Analyse spatio-temporelle d'un mouvement scientifique. L'exemple de la géographie théorique et quantitative européenne francophone*. Paris : université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, thèse de doctorat de géographie, 460 p.

Demangeot J. (1995). « Hommage à Jacqueline Beaujeu-Garnie ». *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 72, n° 5, p. 404-405.

Di Méo G. (2012). « Les femmes et la ville. Pour une géographie sociale du genre ». *Annales de géographie*, n° 684, p. 107-127.

Didier B., Fouque A., Calle-Gruber M. (dir.)(2013). *Le Dictionnaire universel des créatrices*. Paris : Éd. des femmes-Antoinette Fouque, 3 vol., 4982 p.

Douguédroit A., Marchand J.-P. (2007). « Charles-Pierre Péguy ou le renouveau de la climatologie française ». *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 18, http://histoire-cnrs.revues.org/4171

Fagnani J. (1983). « Women's Commuting Patterns in the Paris Region ». *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 74, n° 1, p. 12-24.

Fagnani J. (1984). « Marital Status and Occupational Structures in the Ile-de-France Region ». *Urban Studies*, vol. 21, n° 2, p. 139-148.

Fagnani J. (1985). « Les femmes actives dans l'agglomération parisienne ». *Annales de géographie*, n° 526, p. 641-660.

Fagnani J. (1989). « French geography and gender issues: A state of the art ». *Journal of Geography in Higher Education*, vol. 13, n° 1, p. 96-97.

Fagnani J., Chauviré Y. (1989). « La actividad profesional de las mujeres con hiros en la aglomeracion parisina, 1975-1982 ». *Documents d'Analisi Geografica*, p. 39-66.

Fischer A., Malézieux J., Saint-Julien T. (1996). « Les cadres de son action. L'institut de géographie de Paris ». In Bonnamour J. (dir.), *Jacqueline Beaujeu-Garnier… Une géographe universelle*. Paris : Prodig, p. 25-30.

García Ramón M.D. (1979). « Une interprétation du paysage agraire : le cadre théorique et sa vérification empirique ». *Brouillons Dupont*, n° 4, p. 5-14.

García Ramón M.D., Monk J. (2007). « Gender and geography: World views and practices ». *Belgeo*, n° 3 http://belgeo.revues.org/11162

Ghorra-Gobin C., Djament G., Tissier J.-L. (2009). « Du bonheur d'être géographe. Jacqueline Bonnamour : une carrière de géographe au cœur des mutations de la seconde moitié du XXe siècle. Entretien du jeudi 9 octobre 2008 ». *L'Information géographique*, vol. 73, n° 1, p. 9-16.

Ginsburger N. (2015). « Les premières géographes universitaires en France : enquête sur les débuts d'une féminisation disciplinaire (1913-1928) ». *Cybergeo*, document 734.

Belin | Téléchargé le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

http ://cybergeo.revues.org/27138.
Ginsburger N. (2016). « Le quart féminin des géographes : dynamiques et limites de la féminisation dans la géographie universitaire française et internationale (1928-1938) ». *Revue d'histoire des sciences humaines*, nº 29, p. 213-248.
Ginsburger N. (2017). « Portrait en groupe de femmes-géographes. La féminisation du champ disciplinaire au milieu du XXe siècle, entre effets de contexte et de structure (1938-1960) », *Annales de géographie*, nº 713-1, p. 107-133.
Guerrini M.-C., Lamicq H., Paix C. (1975). « Quelques réflexions sur le secteur tertiaire des pays d'économie dominée ». *Tiers-Monde*, vol. 16, nº 61, p. 219-222.
Hancock C. (2004). « L'idéologie du territoire en géographie : incursions féminines dans une discipline masculiniste ». In Bard C. (dir.), *Le Genre des territoires : masculin, féminin, neutre*. Angers : Presses de l'université d'Angers, p. 165-174.
Intergéo (1969). *Annuaire des géographes de la France et de l'Afrique francophone*. Paris : Cnrs, Intergéo, nº spécial, 270 p.
Intergéo (1979-1984). *Répertoire des géographes francophones*. Tome 1 : France. Paris : Cnrs, Intergéo, 338 p.
Intergéo (1989). *Répertoire des géographes français*. Paris : Cnrs, Intergéo, 332 p.
Jégou A., Chabrol A., Bélizal É. de (2012). « Rapports genrés au terrain en géographie physique ». *Géographie et cultures*, nº 83, « Les espaces des masculinités ». http://gc.revues.org/2027
Joly G. (2013). *Dictionnaire biographique de géographes français du XXe siècle, aujourd'hui disparus*. Paris : Prodig, Grafigéo, 186 p.
Kandel L. (2001). « Un tournant institutionnel : le colloque de Toulouse ». *Les Cahiers du CEDREF*, nº 10, http ://cedref.revues.org/520
Lamicq H. (2002). « Itinéraires d'un géographe engagé ». *Strates*, hors-série : Parcours dans la recherche urbaine, Michel Rochefort, un géographe engagé. http://strates.revues.org/529
Louargant S. (2013). « Préface. Lever le voile : les montagnes au masculin-féminin ». *Revue de géographie alpine*, vol. 101, nº 1. http://rga.revues.org/2045
Marius K., Raibaud Y. (dir.)(2013). *Genre et construction de la géographie*. Pessac : Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 238 p.
Marry C., Jonas I. (2005). « Chercheuses entre deux passions. L'exemple des biologistes ». *Travail, genre et sociétés*, nº 14-2, p. 69-88.
Mathieu N., Cartier S. (2002). « Mai 68 : ruptures à l'institut de Géographie ». *Strates*, hors-série : Parcours dans la recherche urbaine, Michel Rochefort, un géographe engagé. http://strates.revues.org/572
Matoux-Lamberts C. (1993). « 20 ans pour un répertoire. Le Répertoire des géographes ». In Dory D., Douzant-Rosenfeld D., Knafou R. (dir.), *Matériaux pour une sociologie de la géographie*. Paris : L'Harmattan, coll. « Géotextes », p. 29-47.
Merindol J.-Y. (2010). « Les universitaires et leurs statuts depuis 1968 ». *Le Mouvement Social*, 4, nº 233-4, p. 69-91.
Metton A. (1996). « Jacqueline Beaujeu-Garnier et l'Union géographique internationale ». In Bonnamour J. (dir.), *Jacqueline Beaujeu-Garnier… Une géographe universelle*. Paris : Prodig, p. 35-38.
Ministère de l'Industrie et de la Recherche, Ministère des Droits de la Femme (1984). *Actes du colloque national : « Femmes, féminisme et recherche – Toulouse, 1982 »*. Toulouse : Association Femmes, féminisme et recherches, 1080 p.
Monk J., García Ramón M.D. (1987). « Geografía feminista : una perspectiva internacional ». *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, nº 10, p. 147-157.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)

http://www.raco.cat/index.php/DocumentsAnalisi/article/viewFile/41395/52228..
Noin D. (dir.)(1983). *Actes du colloque de géographie sociale. Lyon, 14-16 ocotbre 1982*. Paris : Groupe universitaire d'études sur la population et l'espace social, 514 p.
Orain O. (2015). « Mai 1968 et ses suites en géographie française ». *Revue d'histoire des sciences humaines*, nº 26, p. 209-242.
Orain O. (2016). « Renée Rochefort (1924-2010). Femme et géographe des questions sociales ». Présentation dans la série des « Savoirs de l'espace en situation » au Festival international de géographie Saint-Dié, 30 septembre.
http://www.esprit-critique.net/2017/01/renee-rochefort-ossature-du-power-point.html
Pitte J.-R. (1998). « Une austère géographie des genres ». *Annales de géographie*, vol. 107, nº 601, p. 348-349.
Pumain D., Robic M.-C. (2002). « Le rôle des mathématiques dans une "évolution" théorique et quantitative : la géographie française depuis les années 1970 ». *Revue d'histoire des sciences humaines*, nº 6-1, p. 123-144.
Pumain D., Robic M.-C., Rössler M. (2013). « Géographes : de l'exception à l'innovation (xxe-xxie siècle) ». In Didier B., Fouque A., Calle-Gruber M. (dir.), *Le Dictionnaire universel des créatrices*. Paris : Éd. des femmes-Antoinette Fouque, p. 1724-1726.
Rey V. (dir.) (1993). *Géographies et campagnes. Mélanges offerts à Jacqueline Bonnamour.* Fontenay-aux-Roses : Ens Éditions, 372 p.
Robic M.-C. (2009). « Beaujeu-Garnier, J. ». In Kitchin R., Thrift N. (dir.), *International Encyclopedia of Human Geography*. Oxford : Elsevier, p. 275-276.
Robic M.-C., Rössler M. (1996). « Sirens within the IGU. An analysis of the role of women at International Geographical Congresses (1871-1996) ». *Cybergeo*, document 14. http://cybergeo.revues.org/5257
Rössler M. (1996). « From the Ladies' program to the feminist session ». In Robic M.-C., Briend A.-M., Rössler M. (dir.), *Géographes face au monde. L'Union géographique internationale et les congrès internationaux de géographie*. Paris : L'Harmattan, coll. « Histoires des sciences humaine », p. 259-267.
Séchet R. (2012). « De la place des femmes et de leur corps dans la géographie française : souvenirs et expériences personnels ». *ESO, Travaux et documents*, nº 33, p. 97-107.
Tissier J.-L. (1985). « Les anciens élèves de l'école normale supérieure de Saint-Cloud et la géographie française, 1942-1973 ». In Charle C., Ferré R. (dir.), *Le Personnel de l'enseignement supérieur en France aux xixe et xxe siècles*. Paris : Éditions du Cnrs, p. 205-218.
Vanderwielen L. (1983). *Lise du plat pays*. Lille : Presses universitaires de Lille, 342 p.
Vidal-Naquet P. (1995). *Mémoires.* t. 1 : *La brisure et l'attente, 1930-1955*. Paris : Seuil, La Découverte, 304 p.
Zancarini-Fournel M. (2005). *Histoire des femmes en France,* xixe-xxe *siècles*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 254 p.
Zancarini-Fournel M (2010). « Histoire des femmes, histoire du genre ». In Delacroix C., Dosse F., Garcia P, Offenstadt N. (dir.), *Historiographies, concepts et débats*. T. 1, Paris : Gallimard, Folio histoire, p. 208-219.

Belin | Telecharge le 21/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.36.241)